



# Prs information

## Bulletin interieur d'Information et d'Analyse

### SOMMAIRE :

#### 1. SITUATION DES MASSES

- . La baisse de productivité dans les entreprises p. 3 à 5.
- . Emigration p. 6 à 9.

#### 2. PROJETS ET REALISATIONS

- . Electrification rurale p. 10.

#### 3. LE MECONTENTEMENT POPULAIRE GRANDIT

- . Les transports
- . Qui est coupable ? p. 13.

#### 4. PILLAGE ET GASPILLAGE

- . La SONAREM
- . Le P.S.A. et le P.M.U.A. p. 17 et 18.

#### 5. POLITIQUE ET CULTURE

- . La semaine culturelle p. 19.
- . Mohamed, prends ta valise ... p. 20.

#### 6. EN VRAC

p. 24.

#### 7. Dossiers

- . La "révolution" agraire (1ère partie) p. 29.
- . La Chine d'aujourd'hui (2ème partie) I. à XV.

# SITUATION DES MASSES

LA BOURGEOISIE ALGERIENNE EST PREOCCUPEE  
PAR LA BAISSE DE PRODUCTIVITE DANS LES ENTREPRISES

Les journaux du pouvoir ont consacré ces derniers temps un certain nombre d'articles au problème de la productivité.

Une semaine d'information a été organisée à Alger sur ce sujet. Ainsi, la bourgeoisie algérienne est préoccupée par la baisse de productivité dans les entreprises et elle cherche à tout prix les moyens de la combattre.

Faisant suite au projet de charte des entreprises socialistes qui posait le problème des "producteurs-gestionnaires" et sur lequel on peut lire dans EL JARIDA numéro 10-11 :

"Aussi le pouvoir est-il amené à mettre en œuvre tous ses moyens pour tenter d'enrayer la vague de mécontentement qui se traduit par des grèves et la baisse de la productivité dans les entreprises : La propagande gouvernementale se fait sur deux thèmes :

- d'une façon simpliste, on déclare que les travailleurs sont propriétaires des moyens de production, qu'ils travaillent donc dans des entreprises qui leur appartiennent . Aussi, ne doivent-ils pas revendiquer ou faire grève.

- on essaye de convaincre les travailleurs de la nécessité de se mobiliser pour augmenter la production et faire baisser les coûts de production."

En fait, les difficultés actuelles prouvent bien que les travailleurs algériens ont parfaitement compris que la production ne leur profite pas et c'est la raison pour laquelle ils opposent un refus total à "toute idée nouvelle" quand elle vient du pouvoir, car depuis 1962, la bourgeoisie pratique une politique démagogique à leur égard et aujourd'hui ils sont complètement démystifiés.

La République d'Oran explique le problème de la façon suivante : "On dit souvent, à tort ou à raison, que la productivité est une "mentalité" ou encore "un état d'esprit". C'est pourquoi "il faut créer cette mentalité et c'est certainement la tâche la plus difficile car on se heurte à des obstacles d'ordre psychologiques".

En réalité, le problème est loin d'être psychologique. Il s'agit d'une résistance légitime des travailleurs exploités face aux appétits grandissant de leurs exploiteurs. La baisse de productivité est un signe de la prise de conscience par les ouvriers de leur exploitation.

La bourgeoisie, quant à elle, tente de "sensibiliser" les travailleurs en construisant toute une théorie soi-disant scientifique sur le mythe du décollage économique et sur les "bienfaits" de l'augmentation de la productivité : "de toutes manières, il y a une chose qui est sûre, c'est que seul l'accroissement de la productivité permet de réduire la durée du travail des adultes, d'allonger la durée de la scolarisation des enfants, de prendre en charge un grand nombre de vieillards, sans réduire le niveau de vie et le pouvoir d'achat".

Ces affirmations ont un caractère démagogique manifeste puisqu'elles ne correspondent pas à la réalité politique de l'Algérie. En effet, notre pays a un problème de chômeurs à mettre au travail, d'enfants à scolariser, de niveau de vie et de pouvoir d'achat à faire exister, tout autant de caractères spécifiques des pays en voie de sous-développement et auxquels on ne peut en aucun cas appliquer les recettes "valables" pour les pays capitalistes dominants.

L'auteur de cet article propose alors une "organisation scientifique du travail" qui utiliserait les méthodes suivantes :

- " - la spécialisation des tâches
- l'élimination des opérations inutiles
- l'étude des postes de travail et leur mécanisation
- la préparation et la coordination du travail,  
etc ...".

Cette option n'est pas accidentelle. Elle reflète la nature de classe du pouvoir dont la préoccupation première est d'accumuler du capital sur le dos des travailleurs. Il ne cherche nullement à résoudre le problème des millions de chômeurs puisque ce qu'il recommande c'est au nom des critères "scientifiques" de rentabilité, de faire des économies sur le travail (c'est-à-dire sur les salaires que l'on pourrait verser aux ouvriers et qui leur permettraient de vivre).

Aussi, l'auteur de l'article est conséquent avec lui-même lorsqu'il propose la mécanisation, l'automation pour augmenter la productivité. En d'autres termes, cela signifie qu'il faudra remplacer des travailleurs qui produisent moins par des machines (que bien entendu on achètera à l'étranger). La conséquence de ce choix, c'est la nécessité de la formation de "cadres compétents techniquement capables de commander". Voilà donc le véritable objectif de la bourgeoisie : rendre les bureaucrates, les technocrates indispensables. Ainsi, notre journaliste propose-t-il de rentabiliser la formation "*est-ce qu'il faut exiger des gens qu'ils travaillent davantage et mieux, certainement. Mais, à condition de posséder les compétences techniques nécessaires pour l'accomplissement normal de leur tâche*". Nous voilà éclairés sur le rôle et les objectifs de la formation professionnelle des instituts technologiques et autres organismes de ce type : ils visent à rendre les travailleurs capables de TRAVAILLER DAVANTAGE ET MIEUX. En d'autres termes, capables D'ENRICHIR DAVANTAGE ET MIEUX LES BOURGEOIS.

C'est pourquoi, le pouvoir met l'accent sur la nécessité d'avoir les cadres compétents pour encadrer les ouvriers. Et il n'hésite pas à aller les chercher, y compris dans l'U.G.T.A. qui prouve, une fois de plus, qu'elle est un instrument aux mains du pouvoir et de la bourgeoisie. Ainsi, La République se félicite de la réunion organisée par l'U.G.T.A. et qui a regroupé les cadres de la S.N.I.V. et ceux de la SONITEX pour un "échange d'idées sur la productivité" dont les résultats pratiques ont été de chercher les méthodes pour faire produire plus les ouvriers.

Au cours de cette réunion, un cadre a déclaré : "Il y a encore, et je crois qu'il y en aura toujours, des travailleurs qui affichent un désintérêt total quant à la marche de leur usine. Ils font quelquefois tout pour empêcher le progrès de l'unité : inconscience ou sabotage ? Je crois que le rôle du syndicat est énorme pour remettre sur les rails ces gens-là." Ce qui amène la République à affirmer : "l'occasion est donnée au syndicat de prouver qu'il est capable d'assumer pleinement son rôle de formation et de mobilisation ainsi que ses responsabilités d'encadrer démocratiquement ceux qu'il est censé représenter".

Ce que le journaliste oublie d'évoquer, ce sont les bas salaires, les conditions de travail, l'instabilité de l'emploi, le manque d'hygiène dans les entreprises, les licenciements pour n'importe quel prétexte et à n'importe quel moment, les pressions des bureaucrates parasites (chantage et pots-de-vin) ; toutes ces vraies raisons qui amènent les ouvriers à se désintéresser de la production. Ce qu'exprime l'un d'entre eux dans le débat : "d'accord, mais avez-vous pensé à la cherté de la vie ? Avez-vous pensé aux nouvelles exigences de cette vie qui, parce que nous ne gagnons pas assez, nous démobilise. Notre énergie et nos forces diminuent automatiquement, ce qui se ressent systématiquement sur notre travail, sur notre rendement et sur la production de l'usine."

Ce problème de l'accroissement de la productivité, on le retrouve également dans le numéro d'Algérie-Actualité daté du 19 mars 1972. Il propose d'instaurer la journée continue afin d'augmenter la productivité. Par la bouche d'un cadre, on explique qu'il s'agit "de rentabiliser au maximum le personnel". Ce cadre propose à cet effet de "réduire de moitié" la pause entre midi et quatorze heures trente et de faire travailler les ouvriers pendant 7 heures un quart de façon continue puisqu'il est prouvé que "l'employé n'est plus rentable après cette durée".

Mais, cela ne plaît pas du tout aux travailleurs, car l'arrêt du travail à midi leur permet de rentrer chez eux pour le repas. En effet, les bas salaires qu'ils reçoivent ne leur permettent pas de nourrir leurs familles et de manger à l'extérieur, même au cas improbable où des cantines seraient organisées sur les lieux de travail.

Derrière cette "campagne nationale" pour la productivité, on doit voir l'échec de l'industrialisation du pouvoir. En effet, jusqu'à présent, on a choisi de faire appel aux techniques les plus avancées, aux machines les plus perfectionnées, celles qui fournissent de très hauts rendements. Or, le manque de débouchés pour la production conduit les bourgeois à faire tourner le matériel en-dessous de sa capacité. Or, ce matériel extrêmement coûteux n'est rentable que s'il tourne d'une façon continue, condition non réalisée en Algérie. Ce qui a pour effet d'accroître les coûts de production et, par voie de conséquence, de diminuer encore plus les débouchés. Aussi, la bourgeoisie cherche-t-elle à compenser cette perte par une augmentation du temps et de l'intensité de travail.

## L'EMIGRATION ET LE CHOMAGE

C'est à double titre que l'émigration souffre du chômage. D'un côté, les émigrés ont été obligés de quitter leurs familles par suite du chômage qui sévit dans notre pays. Ce chômage s'est d'ailleurs aggravé avec le Plan quadriennal, qui, loin d'avoir créé des emplois permettant la "réinsertion" de certains émigrés, a été au contraire un prétexte qui a facilité aux bureaucrates algériens un licenciement massif des travailleurs.

Les agents de l'Amicale qui, il y a encore quelques années, prétendaient que les gens émigraient pour trouver la vie facile et se livrer à la débauche, ont de plus en plus de difficultés à dégager la responsabilité du pouvoir dans l'aggravation de ce chômage. Ils ne peuvent plus tromper les émigrés en leur faisant croire qu'ils avaient quitté le pays pour "apprendre un métier" puisque, ces derniers temps, parmi les Algériens qui arrivent du pays, le nombre de ceux qui possèdent une qualification augmente sans cesse. Or, ces qualifiés ont été pour la plupart formés grâce aux structures (Instituts de Technologie, centres d'apprentissage) mis en place lors du lancement du Plan quadriennal, sous prétexte de donner une formation technique nécessaire aux emplois prévus dans le cadre de ce plan.

D'un autre côté, en arrivant dans les pays européens, les émigrés continuent à souffrir du chômage. Ainsi, selon une enquête réalisée en mai-juin 1969 par l'Université des sciences sociales de Grenoble auprès des travailleurs algériens de Grenoble: "le chômage frappe les travailleurs algériens six à huit fois plus fortement que les travailleurs français, en termes relatifs. 10 % des Algériens interrogés étaient chômeurs au moment de l'enquête. Du fait du manque de données précises sur le chômage à l'arrivée et le chômage camouflé, à la suite de débauchage des chantiers en hiver (une partie de ce temps de chômage est pris sous forme de "vacances" auprès de la famille en Algérie) la durée totale du temps de chômage est sous-estimée. Toutefois, pour 158 cas exprimés (68 % du total) la durée moyenne totale des temps de chômage est de trois mois et demi : 46 % des enquêtés ont signalé des durées supérieures à un mois d'affilée, et ceci en moyenne deux fois pendant leur séjour (temps de séjour moyen en France : environ 6 ans)".

Les auteurs de l'enquête précisent, en outre, qu'il est très difficile d'avoir des chiffres qui approchent la réalité, grâce aux inscriptions comme demandeurs d'emplois, car "nombreux sont les cas de travailleurs qui ne s'y inscrivent pas par crainte d'être, en tant que chômeurs déclarés (auto-dénoncés), renvoyés en Algérie".

A ce sujet, l'enquête précise que l'accord franco-algérien entré en vigueur en janvier 1969, stipule qu'une durée de chômage consécutive de six mois entraîne le retrait du certificat de résidence.

Or, cette enquête, selon les auteurs, a été faite durant une période de l'année qui "est considérée normalement comme très active". Il est clair, dans ce cas, que les émigrés connaissent actuellement une situation dramatique puisque tous les pays européens traversent actuellement une grande crise de chômage. Le journal "La République" en a fait mention dans son numéro du 10 janvier 1972 en signalant une étude publiée dans la revue "L'Expansion" qui affirmait : "La France va connaître en 1972 le taux de chômage le plus fort enregistré depuis 1945". Le journaliste a même reconnu que "les premières victimes de cette situation et ceux qui sont le plus durement touchés aussi, sont évidemment les travailleurs étrangers. Ils sont les premiers touchés par les débauchages en série".

D'après ce même quotidien, déjà "au cours des deux derniers mois de 1971, le nombre de chômeurs parmi les travailleurs étrangers a augmenté de 25 %".

Or, les plus touchés sont les travailleurs algériens. Cela a été même admis par la revue "Nouvelles Économiques" qui écrivait dans son numéro 107 qu'en ce qui concerne les émigrés algériens "dans le domaine du travail, le chômage qui les touche atteint des proportions inquiétantes, ils trouvent de moins en moins d'emplois du seul fait d'être algériens".

Ajoutons que, parmi les émigrés, qui ont le plus à souffrir de cette situation figurent notamment ceux qui, trompés par la propagande de l' "Amicale" sur la prétendue réinsertion, ont quitté leur travail dans l'espoir de pouvoir être reclassés en Algérie. Mais, comme l'a reconnu KAID AHMED lui-même : "il y a eu des déceptions des émigrés qui ont été réinsérés et finalement n'ont pas été assurés du logement, du travail garanti selon une convention collective ou individuelle. Il y a eu des retours en Europe, ce qui n'a pas manqué de créer une situation psychologique qui n'est pas favorable à la réinsertion".

Remarquons que KAID AHMED s'inquiète, non pas parce que sa démagogie a fait des victimes, mais parce que le mécontentement de ces derniers a permis aux émigrés et à leurs familles de prendre conscience de sa démagogie.

Ainsi, malgré le chômage qui frappe de plus en plus les émigrés, le pouvoir continue à organiser le départ de nombreux Algériens. GHRAIEB, le Président de l'Amicale n'a-t-il pas, dans un discours, demandé "que soit activée la convention signée entre la Belgique et l'Algérie et que le marché de l'emploi allemand s'ouvre sur les Algériens". Pourtant, il n'ignore pas que le chômage qui frappe les émigrés en dehors de leur pays est encore plus atroce que celui qu'ils avaient fui. Un de ses plumeauts le reconnaît indirectement en révélant sur "L'Algérien en Europe", journal de l'Amicale, que déjà l'émigré qui bénéficiait d'un emploi connaît "un sort à peine meilleur que la condition de chômeur laissée derrière lui dans son pays". Mais, ceci n'a été reconnu par ce journal que pour essayer de dégager la responsabilité du pouvoir algérien quant à l'exploitation de l'émigration. C'est ce que visait aussi KAID AHMED en déclarant à Lille "c'est le gouvernement français qui, en 1912, a fait appel aux Algériens pour ses usines et ses champs de bataille". Il lui sera difficile en tout cas d'accuser les gouvernements belge, allemand et suisse d'avoir fait appel aux Algériens.

#### L'exploitation de l'émigration

La presse officielle ne reconnaît que l'émigration est "une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci" (La République du 10 janvier 1972) que pour cacher, aux yeux des émigrés, non seulement le responsable de leur "exploitation", mais aussi le fait que le gouvernement algérien favorise leur exploitation en raison des énormes profits qu'il y trouve. Voyons comment s'y prend par exemple "L'Algérien en Europe" dans son numéro 144.

Après avoir noté que "la pyramide des âges des travailleurs étrangers, des Algériens en particulier, montre que les effectifs les plus importants se trouvent parmi les hommes de 25 à 45 ans, c'est-à-dire parmi ceux dont la force de travail est la plus grande" ce journal rapporte des observations de la revue "Hommes et Migrations" (n° 118) qui écrit que les travailleurs étrangers "ne coûtent rien en charges sociales pré et post-période travail, puisqu'ils arrivent en France à l'âge adulte n'ayant rien coûté en scolarisation ou en éducation et repartent avant l'âge de la retraite pour la grande majorité", et qu'il est "fait appel à cette main-d'œuvre quand le besoin se fait sentir et qu'elle est licenciée quand elle devient inutile, sans indemnités ni préavis, les conditions d'embauche étant telles qu'elle n'a pas le choix. Elle n'a pas le choix non plus lorsqu'il y a accident du travail et entorse à la législation".

Ensuite, le journal montre "la liste des avantages tirés par le gouvernement et le patronat français", mais oublie de compléter avec les avantages tirés par le gouvernement et les bourgeois algériens :

1) "Une main-d'œuvre prête à l'emploi et à n'importe quelle tâche, à n'importe quel prix". Il ne précise pas que les agents du gouvernement algérien utilisent ce fait pour rançonner les émigrés avant leur départ, c'est à "n'importe quel prix" aussi que les émigrés sont obligés de payer la carte de l'ONAMO, des pots-de-vin, etc ...

2) "Une main-d'œuvre qui n'a rien coûté en formation et en "élevage"<sup>adulte</sup> au coût de l'éducation". Il n'ajoute pas que c'est le pouvoir lui-même qui a organisé cette formation en vue de mieux exporter les émigrés algériens face à une concurrence sévère de la part d'autres pays exportateurs de main-d'œuvre. Pourtant, l'auteur signale que "en ce qui concerne le Portugal, en 1971, 80 000 de ses citoyens sont venus s'établir en France".

3) "Une main-d'œuvre qui, par sa participation à l'augmentation du produit national brut et par ses envois massifs dans son pays d'origine, produit un effet anti-inflationniste, cela d'autant plus, qu'elle constitue une masse de manœuvre en cas de difficultés conjoncturelles par le ralentissement ou l'accélération de son arrivée dans le pays importateur".

Pas un mot sur l'effet de ces envois massifs (évalués officiellement à plus de 120 milliards d'anciens francs annuellement), sur l'équilibre de la balance des paiements du pouvoir. Il ne révèle pas non plus le fait que le gouvernement algérien trouve aussi grâce aux émigrés des solutions à ses propres difficultés :

- d'une part, les familles de ces émigrés, restées pour la plupart en Algérie subsistent grâce aux mandats ;

- d'autre part, l'exportation de ces milliers d'Algériens qui exigeaient du travail lui a permis de résoudre à sa manière le grave problème du chômage auquel se trouve confronté notre pays.

4) "Une main-d'œuvre qui coûte moins en charges sociales que ce soit l'habitat, la sécurité sociale ou la formation professionnelle et en salaires et qui, de plus, permet au patronat d'éviter les frais de modernisation des structures, notamment dans le bâtiment et les travaux publics". Il ne précise pas que le gouvernement algérien encaisse annuellement à ce titre environ 315 millions de francs, dont il préleve 17,5 %, soit plus de 5,5 milliards. Ce chiffre a été publié par "La République" du 11 janvier 1972 qui écrivait, lors de la réunion de la commission mixte algéro-française : "l'application de la convention donne lieu à des mouvements financiers entre les deux pays de l'ordre de 280 millions de dinars annuellement", et que "le règlement de cette seule question touche environ 150 000 familles".

Ajoutons en outre que d'autres prélèvements sont effectués soit parce que les allocations familiales sont payées en Algérie à un taux plus faible que celui pratiqué en France, soit parce qu'elles ne sont pas du tout payées aux bénéficiaires. En effet, depuis des années, de nombreuses familles, malgré de multiples démarches n'ont pu bénéficier de leurs allocations qui pourtant avaient été transférées en Algérie. Notons aussi que même les pensionnés et accidentés n'échappent pas à cette exploitation honteuse puisque le même journal précisait que "quelques 45 000 pensionnés et accidentés rentrés définitivement de France se trouvent en Algérie".

Lors du dernier accord mettant fin à la suspension du versement des prestations familiales aux Algériens en France, depuis plus de six ans, le "Monde" du 5 mai 1972 précisait à ce sujet : "de plus, la France remboursera désormais leurs frais médicaux aux Algériens revenus dans leur pays après avoir été salariés dans l'ancienne métropole". Cette exploitation est d'autant plus criminelle que l'enquête de Grenoble mentionnait : "le long cortège des malades des mutilés, d'estropiés, les nouvelles d'accidents mortels du travail, qui chaque année, affluent en Algérie et dans tous les petits villages de l'émigration".

5) "Une main-d'oeuvre qui participe à l'augmentation de la production française, par des achats à la France de biens d'équipements et de consommation grâce notamment à ceux qu'elle a envoyés et qui reviennent largement en France".

Le journaliste, en affirmant cela, passe sous silence d'abord le fait que ces achats n'auraient pas été possibles avec le papier qu'imprime la Banque d'Algérie, et surtout les prélèvements effectués avant de tels achats, par le gouvernement algérien sur chaque mandat : avec un taux de 17,5 %, plus de 21 milliards d'anciens francs tombent chaque année dans les poches des bourgeois algériens sans qu'ils aient engagé le moindre centime à titre d'investissement ou de frais. Avec les prélèvements des allocations familiales, cela représente la somme colossale de 27 milliards d'anciens francs par an. A elle seule, cette somme explique pourquoi la bourgeoisie algérienne tient tant à ce que l'émigration demeure.

6) "Une main-d'oeuvre qui facilite la promotion sociale et professionnelle des nationaux français".

Le journaliste pousse très loin son mépris à l'égard des émigrés puisque dans le même article il rappelle que le VIème Plan français prévoit "un apport net annuel de 75 000 travailleurs étrangers", mais il ajoute que "il semblerait que l'Italie, l'Espagne et le Portugal ne soient plus en mesure de fournir en égale quantité la main-d'oeuvre qui émigrerait traditionnellement de ces pays". Autrement dit, le journaliste souhaite que le gouvernement algérien puisse exporter jusqu'à 75 000 Algériens, car peu importe qu'ils deviennent, comme il l'affirme lui-même "une bête de somme utilisée dans les travaux les plus durs et les moins bien rémunérés".

Il conclut alors son article en affirmant :

"Ces questions préoccupent certainement peu les émigrés eux-mêmes. Aujourd'hui, ils ont à faire face à des données autrement plus concrètes".

Ainsi, le rêve de l'Amicale et des dirigeants algériens serait que les émigrés continuent à s'occuper uniquement de "leurs dures conditions d'existence". Mais, les émigrés manifestent de plus en plus leur désir de sortir de leur misère et veulent connaître le responsable de leur situation et c'est ce qui inquiète les responsables algériens. Le président de l'Amicale GHRAIEB a même sollicité l'aide des syndicats français pour essayer de détourner les émigrés vers des "données autrement plus concrètes". Il a ainsi déclaré : "nos travailleurs attendent que les syndicats (français) qui disposent, institutionnellement du moins, d'un certain nombre de moyens se préoccupent davantage de leurs problèmes spécifiques".

Or, durant les autres années, l'Amicale s'opposait à une telle initiative qui risquait de provoquer chez les émigrés une "désaffection pour le pays". Ce changement d'attitude est encore une preuve que les agents du pouvoir ont d'énormes difficultés à poursuivre leur tâche de mystification des émigrés. Signalons toutefois qu'après les échecs de la "réinsertion" grâce au Plan quadriennal, les agents de l'Amicale ont trouvé un nouvel argument qui consiste à rappeler à l'émigré algérien qu'il est "un paysan en puissance qui a le droit au travail sur le sol national et le droit à la terre" et "qu'il trouvera une chance grâce à la "Révolution" agraire."

# Projets et Réalisations ...

## ELECTRIFICATION RURALE

ELLE EST LIMITÉE PAR LE DENUEMENT DES PAYSANS !

El Moudjahid consacre une série d'articles au problème de l'électrification rurale dans son numéro du 23 février 1972. Il commence par avouer que jusqu'en 1965, la plupart de nos campagnes et périphéries des villes était dépourvue de lumière. En relevant la situation catastrophique dans ce domaine, il veut faire passer l'idée que les responsables principaux sont le colonialisme et le régime de BEN BELLA qui n'a rien fait pour y remédier et aussi justifier l'échec par l'ampleur de la tâche à accomplir.

Quelles sont donc les "réalisations" du pouvoir actuel ?

Durant toute l'année 1966, la SONELGAZ a procédé à l'inventaire des centres à électrifier. Trois ans (de 1967 à 1969) ont été consacrés à l'étude technique et financière.

Le résultat de ces travaux est le suivant : sur 2 800 centres recensés, 600 ont été retenus pour la période du Plan triennal et quadriennal. Il faut souligner à cet égard que le choix est fait par le wali et les A.P.C., ce qui ne favorise pas bien sûr les régions les plus déshéritées, mais au contraire les lieux d'implantation de complexes touristiques ou industriels. Selon un ingénieur de la SONELGAZ : "en toute logique, chacun est sensé convenir qu'il est absolument préférable que soit alimenté un centre de 500 abonnés à raison de 1 000 DA chacun, au lieu de 50 abonnés à 10 000 DA par foyer. Mais, il arrive parfois que les walises ne veuillent pas tenir compte de ces considérations."

Sur ces 600 autres, 200 seulement ont été réalisés en huit ans.

## Pénétration impérialiste

Le programme d'électrification rurale est un nouveau moyen pour favoriser la pénétration étrangère dans notre pays. En effet, l'étude technique et financière (1967-1969) a été confiée à une société belge-suisse : ELECTROBEL pour un montant de 15 millions de DA, soit 8 % du crédit total. En ce qui concerne la réalisation, quatre entreprises étrangères ont été retenues :

- SADELMI (Italie) pour la région de Sétif et Alger
- SONIEDUVAL (France) pour la région de Batna
- C.G.E.E. (France) pour l'ouest
- S.E.D. (Egypte) pour l'ouest
- LA TRAVELEC (société algéro-yougoslave) pour le sud.

C'est par l'intermédiaire de ces sociétés étrangères que s'enrichit la bourgeoisie d'Etat algérienne. Mais, la bourgeoisie privée profite elle aussi puisque des entreprises locales sont associées pour le travail de branchement (tirer les fils des poteaux jusqu'aux foyers des abonnés).

Ce que regrette le plomitif, c'est que : "les entreprises étrangères se réservent le plus "gros morceau"." C'est la façon dont s'exerce la liaison avec le marché extérieur dans notre pays. Lors de la nationalisation du pétrole en 1971 : "un bon nombre de chantiers avaient été contraints d'interrompre leurs travaux pour une certaine durée en raison du manque d'isolateur".

A l'occasion de ce programme d'électrification rurale, un certain nombre de faits révélés par le journaliste nous permettent de mesurer le degré de dénuement des masses rurales :

"Dans 99 % des cas, elle (la consommation) n'a jusqu'ici presque jamais dépassé le montant de 5 DA par foyer et par trimestre. Le coût du seul déplacement d'un agent chargé de la collecte s'avère plus élevé que les encaissements qu'il effectue" surtout quand on pense aux bas salaires de ces agents.

Un autre exemple nous est fourni par cette veuve qui a dû vendre son unique poule et quelques œufs pour s'acquitter du montant de 12 DA qui lui ont été réclamés pour la caution du compteur électrique.

Ces deux exemples nous démontrent que le problème de l'électrification rurale n'est pas un problème technique, mais politique.

o o o

### CÉRICICULTURE : NOUVELLE CULTURE, NOUVELLE EXPORTATION

Dans le cadre du programme spécial de TLEMCEN, le pouvoir prévoit de planter 2 000 hectares de mûriers avant 1973, afin de développer l'élevage du ver à soie en Algérie.

Cette orientation est justifiée par Algérie-Actualité du 26 mars 1972 qui précise : "le cours mondial de la soie grège est très élevé : 140 DA le kilo. En principe, la production sera traitée par un important complexe de la SONITEX qui utilisera des méthodes modernes."

Dans l'esprit des dirigeants, cet élevage du ver à soie pourrait remplacer la vigne.

Ainsi donc, les dirigeants algériens restent motivés dans leur choix par des critères de rentabilité capitaliste. Une culture est choisie en raison des possibilités du marché mondial, mais jamais en vue de la satisfaction des besoins des masses populaires. On ne sera pas étonné dès lors par les pénuries quasi-permanentes de produits agricoles de première nécessité.

./. .

Il est vrai que cette opération cériciculture est rentable pour ses promoteurs. Ainsi, selon Algérie-Actualité 20 millions de DA ont été dépensés en 1971 pour ce projet, bien que les réalisations soient très modestes en regard des dépenses : plantations de 250 hectares, création d'une pépinière, achat de 500 g. de graines au Japon et que la production atteindra une tonne de cocons (un kilo donnerait 7 kg de soie). La production prévue pour 1973 est de 30 tonnes.

o o o

# le mecontentement POPULAIRE grandit !!

On relève dans le journal "La République" cette lettre de lecteur d'un village situé dans la wilaya de Saïda (qui bénéficie comme on le sait d'un programme spécial) Aïn Ouarka :

"Les classes ont été si mal construites qu'elles sont inondées pendant la saison d'hiver. C'est également le cas pour les logements des instructeurs. De plus, la commune n'a jamais entrepris quoi que ce soit pour ouvrir une cantine scolaire destinée aux élèves nécessiteux. L'école est également mal équipée, on déplore l'absence d'armoires, de bureaux, etc ... De plus, les maîtres balayent eux-mêmes leur classe et le comble, il n'y a pas de balai ... Aïn Ouarka ne dispose même pas d'un infirmier et si les élèves sont atteints de trachome, on ne se soucie pas d'eux."

○ ○ ○

## TEMOIGNAGES SUR LES MOYENS DE TRANSPORT

Deux lecteurs d'El Moudjahid du 5 avril 1972 témoignent sur les mauvaises conditions de transport dans les régions de Annaba et de Touggourt.

Le premier, D.L. de Seraïdi (Annaba) écrit :

"Il s'agit de Seraïdi, un village de plus de 3000 habitants à 14 km de Annaba.

Le manque d'un service public assurant le transport entre ce village et Annaba laisse voir chaque jour de 4h. à 20 h. des travailleurs, des écoliers, etc ... souffrant à faire le trajet à pied ou à faire de l'auto-stop qui ne porte aucun résultat.

Quant aux taxis, c'est trop cher pour l'ouvrier et l'écolier. Il faut payer au moins 25 DA pour la location aller et même somme pour le retour.

Pour nous qui travaillons à Annaba ... nous avons trop souffert."

Le second de Djamaa (Touggourt) écrit :

.1.

"La situation des moyens de transport dans la commune de Djamaa est la suivante : cette commune dont la population avoisine 30 000 âmes est pratiquement isolée de sa daïra (Touggourt 50 km). Théoriquement, elle possède deux services de taxis et un autocar très ancien. De plus, elle est desservie par les lignes d'autocars Biskra-Touggourt, Alger-Hassi-Messaoud et enfin par le chemin de fer Constantine-Touggourt. Mais, comment les habitants doivent-ils se rendre quotidiennement à Touggourt ... Ceux-ci ont le choix entre :

- les deux taxis (deux fois cinq places) qui font leur premier voyage à 6 h. (prix des places 10 DA), lorsqu'il n'y a point de contrôle de gendarmerie, car dans le cas contraire, ils ne circulent pas.

- l'autocar d'une capacité de vingt places, roule un jour sur deux et dessert également deux localités ; Mougar et Sidi Slimane, toutes deux distantes de 20 km de Touggourt. Il faut rappeler que pour eux, c'est le seul moyen de locomotion.

- le train ne peut être pris car il passe vers 17 h. 30 (nécessité de passer alors la nuit, avec les frais que cela implique).

- l'autocar "Agli" venant de Biskra passe vers 10 h. 30 et il faut prier Dieu pour trouver une place et ceci le jour où il passe à l'heure.

Que reste-t-il ? La liaison Ager - Hassi-Messaoud qui arrive à 14h.30. Il faut payer les 50 km (Djamâa - Touggourt) le même tarif que les 210 km (Biskra-Touggourt)."

o o o

### "QUI EST COUPABLE ?"

La télévision algérienne s'intéresse décidément de près aux émigrés. C'est du moins ce que l'on peut penser après la diffusion de deux "pièces" mettant en scène des émigrés. Chacune d'entre elles était d'ailleurs suivie d'un débat télévisé.

Ainsi, la pièce "qui est coupable ?" qui met en scène un vieil émigré de retour au pays, dévalisé par son fils devenu gâgster, a été l'occasion pour les invités de la télévision algérienne de déverser un flot de calomnies sur les travailleurs algériens émigrés.

El Moudjahid du 29 mars 1972 publie la lettre d'une lectrice dont il nous semble intéressant de donner ici quelques extraits. Après avoir exprimé sa déception devant l'émission, Madame SAOULI Yasmina essaye de préciser quelques points :

- "je crois d'abord qu'il faut distinguer entre émigration et abandon de famille. Ces deux faits semblent avoir été confondus par les animateurs du débat ... On peut émigrer sans abandonner sa famille et abandonner sa famille sans émigrer."

./.  
14.

- "le sujet étant l'émigration ... celle-ci est liée aux conditions économiques : le travailleur est contraint de s'expatrier faute de possibilités de travail dans son propre pays".

C'est ainsi que cette téléspectatrice relève une contradiction dans la pièce entre le fait que les émigrés sont des travailleurs qui vont chercher un emploi à l'étranger dans l'espoir de faire vivre leurs familles et le sujet de la pièce qui est précisément l'abandon de la famille par cet émigré. Ce qui ne peut être qu'un cas particulier.

En fait, le véritable objectif de l'émission, c'est d'exercer une pression idéologique sur les familles, sur les émigrés pour qu'ils envoient le plus possible d'argent au pays, afin que leurs enfants ne deviennent pas des voyous !

Qui est coupable ? "la période coloniale c'est indéniable qui a constraint et favorisé l'émigration, qui n'a pas permis la scolarisation etc ... les séquelles évidemment! Mais, a-t-on tout entrepris pour les liquider ? Que fait-on pour la jeunesse ? Que lui propose-t-on ? ... Entre 14 et 17 ans, le jeune est condamné à la rue. Il n'existe aucune possibilité de formation scolaire ou professionnelle pendant ces trois années décisives".

Il faut reconnaître que Madame SAOULI a abordé ici le problème avec courage. Si sa lettre a pu passer dans El Moudjahid, c'est parce qu'une grande partie de l'opinion a été choquée à la fois par le film et par le débat. C'est ainsi que Madame SAOULI relève : "pourquoi un membre de l'Amicale des Algériens en France et pas un émigré ou ancien émigré ? (à ce débat) ... qui s'est résumé à "lancer beaucoup de mots dont certains assez savants pour impressionner le téléspectateur, mais aucune lumière n'a été faite et l'on a vite sombré dans la passivité".

Au travers de cette lettre, on se rend compte que les Algériens se laissent de moins en moins endormir par le matraquage idéologique du pouvoir. Il est bon que ce genre de réactions se multiplie, car elles prouvent l'évolution de la situation et l'aiguisement des contradictions.

o o o

### EMEUTES A EL HARRACH

#### A L'OCCASION D'UN MATCH DE FOOTBALL

Un père de cinq enfants tué, 45 personnes blessées dont certaines dans un état grave, tel est le bilan des incidents qui ont eu lieu à El Harrach après un match de football le 19 mars 1972.

Ce fut une véritable émeute qui toucha tous les quartiers de la ville, "l'intervention énergique du service d'ordre montre la gravité de ces incidents". La police a procédé à l'arrestation de 49 personnes qui ont été présentées devant le juge d'instruction. 44 d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt.

Que s'est-il passé exactement ?

Selon El Moudjahid ce sont "des mauvais supporters, des énergumènes, des voyous armés de chaînes de vélos, de barres de fer, de bâtons et de couteaux qui ont mêlé leur passion, leur intérêt personnel avec le sport".

En réalité, la compétition elle-même n'a été qu'un prétexte. Il faut rechercher les causes de ces incidents ailleurs. Précisément, dans les conditions de vie des masses populaires, livrées au chômage, à la misère, au désoulement. Ainsi, EL HARRACH où la majorité de la population vit dans des bidonvilles dont le nombre et l'importance s'accroissent avec l'exode rural. Le mécontentement est tellement grand qu'il s'exprime de façon violente et à n'importe quelle occasion. Les bagarres, les agressions sont quotidiennes.

Les matches de football que le pouvoir multiplie dans le but de "divertir" les Algériens, c'est-à-dire les détourner de leurs vrais problèmes sont l'occasion pour la presse "nationale" de créer une atmosphère de haine et de chauvinisme. Chaque dimanche, elle appelle les jijli à écraser les skikdi, les algérois à triompher des oranais, les belcanteis à ne laisser aucune chance à El Harrach ... Aussi, n'est-il pas étonnant que chaque dimanche, des incidents éclatent au cours des rencontres entre joueurs, entre supporters.

Mais, les incidents d'El Harrach dépassent largement en gravité les incidents habituels. Ce fut une émeute dont la gravité est attestée par la brutalité de l'intervention des "forces de l'ordre". D'ailleurs, l'affaire a été étouffée et depuis on en a plus reparlé dans la presse.

El Moudjahid ne s'y trompe pas puisque le titre de son article est "*réduire la violence*". La question qu'il se pose est la suivante : "*va-t-on voir des Algériens agresser d'autres Algériens ?*" espérant ainsi ramener les lecteurs à l'idée que tous les Algériens sont des frères et cacher par là même la nature anti-populaire et policière du pouvoir de BOUMEDIENNE.

○○○

# PILLAGE ET GASPILLAGE

LA SONAREM

UN INSTRUMENT DE PILLAGE DE NOS RESSOURCES NATURELLES

Le secteur minier connaît depuis sa nationalisation le 6 mai 1966 un "développement remarquable". La Société Nationale de Recherches et d'Exploitation Minières a pour rôle l'accroissement du pillage des ressources du sous-sol algérien. Elle exploite actuellement cinq mines de fer dont l'Ouenza ; six mines de métaux non ferreux (plomb et zinc d'El Abed, cuivre d'Aïn-Barbar, gisements de mercure de Azaba) ; trois carrières de marbre dont celle réputée déjà au temps des Romains de Fil-Fila.

Mais, la SONAREM ne limite pas ses activités à l'exploitation de ressources existant déjà. Elle vient d'entreprendre : "une vaste opération de recherches systématiques à travers tout le territoire national". (El Djeich mars 1972).

Ainsi, la bourgeoisie d'Etat à la recherche de matières premières à jeter sur le marché mondial ne néglige aucun moyen pour mettre en valeur les richesses naturelles de l'Algérie, ce que El Djeich présente de la façon suivante : "aujourd'hui, le minerai algérien est présent partout dans le monde" (sauf en Algérie bien entendu !).

Mais, la politique de la bourgeoisie ne se limite pas à trouver de nouvelles sources de profits, elle vise aussi à accroître le pillage par l'augmentation de la production. C'est pourquoi il est question de mécaniser au maximum l'exploitation des mines : "la mine de fer de l'Ouenza est aujourd'hui mécanisée presque à 100 %." (El Djeich). Cette politique a pour effet d'accroître le chômage puisque malgré l'ouverture de nouvelles mines le nombre de travailleurs dans ce secteur n'a guère augmenté.

o o o

POUR LE PILLAGE

Un journaliste d'El Moudjahid (26-27 mars 1972), après avoir déploré que les mines de fer de Gouraya-Sadouna et de Beni-Haoura-Brera avaient été fermées par les autorités coloniales durant la lutte de libération nationale, demande leur réouverture par les nouvelles autorités du pays.

./. .

Il préconise alors de "faire de gros investissements" afin que cette ouverture rende possible "l'évacuation de ce minerai vers l'étranger", d'autant plus que "la région recèle par ailleurs d'autres gisements plus importants que ceux déjà découverts". Ce serait, selon lui "un premier jalon d'industrialisation dans cette zone déshéritée qu'est la daïra de Cherchell".

Cet exemple confirme que les journalistes entendent bien l'industrialisation à la manière du pouvoir, c'est-à-dire l'installation de pompes pour piller les richesses de notre pays.

o O o

### LES JEUX DE HASARD PARI-SPORTIF ALGERIEN ET PMU UN MOYEN POUR LE POUVOIR DE PLUMER CEUX QUI "ESPERENT" LE GAIN INESPERÉ

"Le P.S.A. est un organisme oeuvrant essentiellement au développement du sport et à une meilleure communication entre tous les clubs." C'est du moins l'interprétation de La République du 20 janvier 1972 qui consacre un reportage à ce "phénomène social : le pronostic".

Au cours de la saison 1969-70, le P.S.A. a fait une recette de 5 422 525,90 DA. Cette recette a atteint en 1970-71 : 12 015 269,40 DA, soit un bond de 6 792 543,50 DA. Le journaliste de La République juge cette évolution satisfaisante et il pense que ce processus de développement est loin d'être arrivé à son terme puisque "d'autres centres de distribution sont prévus dans diverses régions".

Qui bénéficie de ces recettes ? Ce sont d'une part, le Ministère de la Jeunesse et des Sports qui empoche 40 %, l'organisme qui prend 15 % pour son fonctionnement et moins de la moitié des paris soit 45 % reviennent aux gagnants.

Ainsi, le gros bénéficiaire du P.S.A., c'est l'Etat algérien qui, en 1971, a gagné à coup sûr 5 millions de DA.

Les parieurs sont ceux, qui, sensibilisés par la propagande du pouvoir sur les millionnaires du P.S.A. espèrent un gain appréciable. Ce qui les amène chaque vendredi devant les bureaux du P.S.A. Le P.S.A. n'est pas le seul jeu de hasard organisé par le pouvoir en Algérie. Il y a aussi le P.M.U.A. qui joue sur des courses qui se déroulent en France et qui conditionne le brassage de plusieurs millions de DA.

Il est évident que ces recettes font également l'objet d'une répartition entre les services de l'élevage (20 %), le Ministère de la Jeunesse et des Sports le Ministère de l'Intérieur, la wilaya d'Alger et la commune de la capitale.

Voilà un échantillon du socialisme de BOUMEDIENNE et voilà le moyen que compte utiliser le pouvoir "pour assurer aux Algériens le niveau de vie qu'ils sont humainement en droit d'exiger".

o O o

# CULTURE ET POLITIQUE

## LA "SEMAINE CULTURELLE ALGERIENNE" A PARIS UNE SEMAINE DE PROPAGANDE COUTEUSE ...

Le pouvoir vient de dépenser des millions de francs pour organiser une "semaine culturelle" à Paris, qui est en fait une semaine de propagande à l'intention des Français.

Il a fallu affrêter deux caravelles, mobiliser les agences publicitaires, louer pour toute une semaine le théâtre le plus coûteux de Paris et, tout cela, pour présenter, à guichets fermés des spectacles soigneusement choisis par le pouvoir dans le but de redorer son blason quelque peu terni par la crise pétrolière de ces derniers mois.

Des Algériens, un peu nostalgiques et beaucoup trop naïfs, voulant découvrir la "réalité algérienne" au théâtre des Champs Elysées ont eu pour toute réponse ceci : "il n'y a pas de billets, toutes les places ont été distribuées sous forme d'invitation à des personnalités parisiennes". Cela n'empêche pas les plurielifs de El Moudjahid de voir dans cette mascarade coûteuse "le message de tout un peuple et la volonté du gouvernement de soustraire l'émigré aux dangers de déculturation". Des émigrés, il n'y en avait pas, bien sûr !

Il y avait par contre la direction de l'Amicale au complet flanquée de ses hommes de main.

Toutes les activités de la semaine ont été à l'image de la soi-disant conférence sur le développement, animée par un dénommé BELHADJ "haut responsable au Plan".

Le premier souci des organisateurs a été de présenter au public français, soigneusement trié d'ailleurs, une Algérie idyllique, en pleine mutation, où les réalisations succédaient aux réalisations. Leur second souci a été d'éviter tout ce qui pouvait révéler une faille quelconque dans tel ou tel aspect de la politique du pouvoir.

Ainsi, la fameuse conférence a consisté en un long exposé hermétique, volontairement truffé de chiffres, de pourcentages, et qui a dérouté la plupart des participants, provoquant même des départs. Cet exposé fut suivi d'un simulacre de débat où le conférencier, manifestement inquiet, n'avait en guise de réponses que des affirmations vagues ou des "je ne sais pas, ce n'est pas de mon ressort".

Par exemple à la question "Qu'avez-vous prévu, dans le plan quadriennal, pour l'émigration" on s'entendait répondre : "Nous avons axé nos efforts sur l'infrastructure industrielle, mais nous comptons résorber le chômage d'ici vingt ans ..." . 19. ./.  
.

Et à la question : "pourquoi dans un pays à vocation agricole comme l'Algérie, le plan ne prévoit que 15 % d'investissement dans l'agriculture ?". on a alors la réponse suivante : "en fait, quand on y regarde de plus près, une bonne partie des investissements dans l'industrie intéresse directement l'agriculture". Bien entendu, aucune précision supplémentaire ! Quant au Plan quadriennal, c'est, a affirmé le conférencier, un succès assuré. Puis, emporté par son élan mensonger, il apprit à l'assistance qu'en fait, le Plan triennal ayant complètement réussi et le Plan quadriennal étant dans la bonne voie, on pouvait parler de la réussite totale du plan septennal ...

Il faut signaler enfin que cette semaine de Paris a été l'occasion aussi pour le pouvoir de diffuser des centaines et des centaines de brochures de propagande touchant à tous les aspects de la politique du pouvoir. On a relevé entre autres les titres suivants : "les discours de BOUMEDIENNE du troisième et quatrième trimestre 1971" ; "le rôle de l'armée dans la révolution arabe" et, bien sûr, quelques œuvres théoriques du penseur du F.L.N. KAIID AHMED comme par exemple : "la révolution culturelle".

Voilà donc comment le pouvoir organise des fêtes aux frais des travailleurs, et voilà la politique culturelle que l'on propose aux émigrés algériens en France. Cela traduit tout simplement le mépris total du pouvoir pour les émigrés et sa volonté manifeste d'ignorer leurs problèmes.

En fait, la semaine culturelle de Paris est un premier pas dans l'offensive de charme qu'a déclenché le pouvoir en direction de l'Europe et qui vise à la fois à rassurer les futurs partenaires du gouvernement quant à son sérieux, à sa stabilité, et à sa volonté de "coopérer". C'est aussi une nouvelle tentative précédée de publicités diverses pour convaincre les touristes européens qui boudent encore les hôtels si coûteux construits par le pouvoir. Les brochures abondantes distribuées à cet effet témoignent de cette volonté du gouvernement de tout entreprendre pour propager à l'extérieur du pays une image totalement fausse de l'Algérie et du peuple algérien.

o o o

### "MOHAMED PRENDS TA VALISE ..." UNE PIECE DEMOBILIS/TRICE

Ce sont les critiques et les éditeurs parisiens qui ont décrété que Kateb YACINE était "le plus grand écrivain algérien d'expression française" et, ils n'ont pas pour cela, demandé l'avis des Algériens. En fait, la grande majorité des Algériens ne sait pas lire et les quelques Algériens qui ont lu les écrits de Kateb YACINE n'y ont pas compris grand chose. Pourtant, il ne cesse de répéter qu'il écrit pour le peuple algérien.

Cette contradiction évidente, il a mis vingt ans pour la comprendre. Aujourd'hui, il pense l'avoir résolue : pour lui, la solution consiste à écrire des pièces de théâtre avec la langue du peuple en traitant les problèmes qui

intéressent le peuple afin que, selon sa propre expression "le théâtre devienne une arme de combat". (L'Algérien en Europe, 1er mars 1972).

"Mohamed, prends ta valise" est la première pièce où Kateb YACINE tente d'appliquer ses nouvelles conceptions du théâtre et de la culture en général. La pièce se veut être une fresque en plusieurs tableaux qui raconterait la misère des peuples colonisés, leur prise de conscience, leurs luttes, leurs indépendances formelles et leurs nouveaux déboires avec l'impérialisme. Puis, se juxtapose à cela, comme illustration, l'histoire du peuple algérien et, plus particulièrement, l'histoire de l'émigration algérienne en France et sa situation actuelle.

En fait, la pièce est un pot-pourri de plusieurs autres pièces. On y retrouve des scènes entières de la "poudre d'intelligence", des passages du "polygone étoilé" et du "cadavre encerclé". Tout cela, mis bout à bout, suivant un plan en deux parties : la première partie deux fois plus longue que la seconde traite de la période coloniale. A côté de scènes vagues sur le colonialisme en général, sur la lutte des peuples en général, il y a des allusions à des faits ou à des événements précis que l'on n'explique pas et qui, de ce fait, n'ont aucune signification pour l'émigré algérien - comme par exemple les scènes sur la révolution d'octobre, sur l'exécution de Mohamed Zabana et sur les manifestations populaires de 1961. -

La seconde partie traite du problème de l'émigration. Elle dépeint la situation des émigrés en France et met en scène les responsables de cette situation qui sont, pour Kateb YACINE, les capitalistes français, aidés accessoirement par des bourgeois algériens. Cette partie s'achève sur une scène entièrement tirée de la "poudre d'intelligence" et que l'auteur ne s'est même pas donné la peine d'adapter au sujet. On y avait des émigrés qui prennent conscience on ne sait trop comment, qui montent un stratagème par lequel ils réussissent à se venger de leurs exploitants en les ridiculisant.

Il est inutile de s'attarder sur la première partie qui ne nous apprend rien sur la lutte des peuples. Il faut tout de même signaler la façon dont Kateb YACINE présente aux Algériens l'histoire de leur lutte de libération nationale. Aucune analyse de cette lutte ne vient nous éclairer pour aider à mieux comprendre la situation actuelle. Le romantisme petit-bourgeois des premières scènes traduit en fait l'incapacité de comprendre ce qu'a été la révolution algérienne, ce à quoi elle a abouti et pourquoi.

Il nous reste donc à voir comment Kateb YACINE aborde le problème de l'émigration et comment il propose de le résoudre.

Les premières scènes nous montrent tout d'abord l'Algérien dans son pays, après l'indépendance. Il est pauvre, il est soumis. A côté de lui, il y a des riches, des bourgeois ou des féodaux ceux-là même qui collaboraient avec les colonialistes. Ils sont symbolisés par le grand propriétaire à la gandourah verte, avide et sans scrupule et par le Mufti pervers et tartuffe. Et, tout au long de cette deuxième partie, on ne nous montrera que ces exploitants là. On chercherait vainement un représentant du pouvoir, il n'y en a pas. Par contre, Kateb YACINE, insiste lourdement sur le personnage du Mufti dont l'invraisemblance est manifeste. Pour lui, donc, le plus grand mal viendrait des Mufti qui se saoulent et qui vivent dans la débauche ; ce qui pourrait faire croire, par conséquent, que les Muftis respectueux de la religion (c'est-à-dire la majorité) sont inoffensifs. C'est tout simplement de l'anticléricalisme spécifiquement musulman. Mais, revenons à l'émigré.

Acculé par la misère, il quitte le pays et le voilà en France. Il ne sait pas lire, il est mal logé, mal nourri et surtout, il est victime du racisme. Cette idée de racisme va d'ailleurs se répéter constamment et trahit finalement l'attitude de l'auteur qui est une attitude petite-bourgeoise et réformiste.

La pièce n'est manifestement pas le résultat d'une pratique, d'un travail en milieu émigré. Ce n'est même pas la formulation d'une expérience déjà vécue. KATEB YACINE est en fait coupé de cette réalité qu'il veut montrer, quoiqu'il affirme, il reste un écrivain petit-bourgeois qui se réfère constamment à son expérience littéraire, qui s'enferme dans son personnage d'"émigré" n° 1, qui se veut le porte-parole d'une certaine contestation.

Ainsi, toute la pièce est une suite de réminiscence littéraire, un mélange incroyable de genre théâtral, un échantillon publicitaire des différentes publications de l'auteur. D'où l'incohérence dans la démarche, le manque de précision et de rigueur dans la présentation des faits historiques, d'où aussi un certain romantisme dans la vision du passé des peuples opprimés. Cela donne à la première partie de la pièce un côté images d'épinal qui n'apporte rien de nouveau mais qui prépare astucieusement le spectateur à avaler la suite du raisonnement.

Quel est donc ce raisonnement ? Pour KATEB YACINE, l'émigré algérien est un exilé que la misère a forcé à quitter son pays pour venir en France chercher du travail. C'est donc une personne qui aspire constamment à retourner chez elle et qui, de ce fait, supporte la situation provisoire où elle se trouve. En attendant bien sûr, elle est la victime du racisme en France, de l'exploitation capitaliste et ce qui est déterminant pour l'auteur dans tout cela, c'est le fait que l'émigré algérien n'a pas sa dignité d'homme, en France, et que pour la retrouver, il faut d'abord améliorer les conditions de vie et de travail de l'émigré et préparer sa future réinsertion dans l'activité économique du pays. KATEB YACINE suggère donc déjà solutions : la première consiste à lutter en France contre le racisme pour une vie digne et décente, et cette lutte il est dit clairement qu'elle doit se faire en liaison avec les ouvriers français. La deuxième consiste à exiger une formation professionnelle pour tous les émigrés, ce qui leur permettrait de contribuer plus efficacement au développement de leur pays.

Comme on le voit, les problèmes essentiels sont complètement escamotés. En fait, KATEB YACINE, n'a fait qu'appliquer les thèses réformistes et révisionnistes bien connues au problème de l'émigration. Au lieu de considérer l'émigration comme une partie du peuple algérien, une partie de la classe ouvrière opposée à la bourgeoisie algérienne au pouvoir et exploitée par cette bourgeoisie, il en fait seulement une victime du capitalisme en France et de son idéologie raciste. Ainsi, à la contradiction peuple algérien - bourgeoisie algérienne, il substitue la contradiction émigrés algériens - capitalistes français. Par conséquent, le responsable de la situation des émigrés, c'est en grande partie le capitalisme français que KATEB YACINE n'hésite pas à personnaliser. C'est "pompe-tout", "pompe-doux" ou "pompe-tout-deux". Ce sont aussi quelques bourgeois algériens que le schématisme volontaire de l'auteur rend méconnaissables. Mais, du pouvoir algérien, on ne dit pas un seul mot. Aucune allusion non plus à sa politique réactionnaire. Au contraire, une scène fait discrètement allusion à l'aspect positif de sa politique pétrolière et, dans une autre, on chante la révolution agraire.

Il est clair que cette analyse ne pouvait aboutir qu'à des solutions réformistes. Au niveau de la pièce, ceci s'est concrétisé par une scène finale invraisemblable, sans substance politique, où les bourgeois sont transformés en statues et où la ruse des émigrés et du peuple algérien apparaît comme l'arme essentielle pour se venger dans la joie et la bonne humeur, de toutes les injustices subies.

Ce raisonnement aboutit donc naturellement à la démobilisation. Ainsi, l'ouvrier assiste pendant une heure à une schématisation rapide d'une grande période historique. Il se voit souffrir, non comme il le ressent, mais comme l'imagine KATEB YACINE. Il vit de la bêtise de ses exploiteurs et de leur gaucherie et finalement, il applaudit à la grande farce qui achève la pièce.

Après cela, il s'en ira tranquille, joyeux d'avoir assisté à une scène qu'il ne verra bien sûr jamais dans la réalité : des bourgeois idiots, dociles, tarés, qui au fond n'avaient pas l'air si méchants que ça ... De la lutte, il n'en est pas question. Aucun mot également sur la nécessité de s'organiser.

En réalité, les silences de KATEB YACINE sont volontaires. Il préfère rester "l'écrivain n° 1 de gauche" c'est-à-dire suffisamment agressif pour continuer à entretenir son personnage et suffisamment prudent pour continuer à bénéficier de la notoriété officielle.

Il se fait ainsi l'allié idéal du pouvoir qui n'hésite pas à entretenir des écrivains plus ou moins dociles pourvu qu'ils dénoncent avec intelligence l'impérialisme et qu'ils évitent, avec intelligence aussi, de dénoncer la politique réactionnaire du pouvoir.

Qu'on ne vienne donc pas nous dire qu'il y a en Algérie d'un côté des écrivains militants engagés, aux côtés de leur peuple, et, de l'autre côté, un peuple qui boude ses écrivains. C'est de la fumisterie.

Un "écrivain militant" n'est pas celui que l'on va voir dans les théâtres de Paris pour en recueillir quelques messages précieux. Ce n'est pas non plus quelqu'un d'extérieur à la lutte du peuple algérien, mais quelqu'un qui est partie prenante de cette lutte. Or, il n'y a pas en Algérie actuellement de tels écrivains. Il n'y a que des écrivains qui servent objectivement le pouvoir. Par conséquent, quoiqu'il en pense, KATEB YACINE n'est pas un écrivain au service du peuple algérien.

o o o

# en vrac

## LES PETITS COMMERCANTS, LES REVENDEURS SERONT ELIMINES DE LA QUINZAINE COMMERCIALE D'ALGER

A l'occasion de la quinzaine commerciale d'ALGER qui se tiendra du 20 mai au 4 juin, les autorités communales ont pris un certain nombre de décisions qui sont dirigées contre les petits commerçants et qui révèlent très bien la politique du pouvoir.

En effet, chaque année, les petits-commerçants profitant des ventes promotionnelles allaient s'approvisionner en marchandises qu'ils revendaient avec un petit bénéfice. Les autorités communales ne sont pas d'accord car elles ne perçoivent pas d'impôt sur ces marchandises qui ne sont pas vendues sur place. Aussi "*les revendeurs seront éliminés*". Il faut bien souligner que cela est dans la logique de la politique d'"assainissement" pratiquée contre les marchands ambulants, les vendeurs à la sauvette qui sont pourchassés par la police car ils ne payent pas de patente.

Ainsi, seuls les gros commerçants et les "*grandes unités de production publiques ou privées*" pourront participer à la quinzaine commerciale car, eux, peuvent payer les frais de participation qui sont loin d'être négligeables. Qu'en juge :

- droits d'inscription : 100 DA.
- électricité : 200 DA.
- location, le m<sup>2</sup>. : 80 DA.
- billets de tombola : 200 DA.
- etc ...

Aussi, le nombre d'exposants sera-t-il réduit (150 à 200).

Cet ensemble de mesures dirigées contre les petits commerçants montrent que la bourgeoisie d'Etat est amenée à s'attaquer à des couches de plus en plus larges du peuple algérien. Sa politique renforce le mécontentement et l'hostilité au pouvoir. Elle crée un terrain favorable au développement d'idées nouvelles sur la nécessité du changement et les moyens d'y parvenir!

ooo

## NOS CHERES DEVISES

Le pouvoir de BOUMEDIENNE a eu beau instaurer un contrôle rigoureux des changes pour préserver ses chères devises, la fuite des capitaux se fait sur une échelle de plus en plus grande.

En effet, quand il s'agit de mettre à l'abri leurs biens, souvent mal acquis, les bourgeois algériens ont l'imagination bien fertile. C'est ainsi qu'après les contrats bidons, les importations facturées deux ou trois fois le prix normal, les exportations payées à l'étranger, les trafics divers, la bourgeoisie algérienne a mis au point un nouveau système pour frauder.

Alors que la campagne nationale pour l'épargne bat son plein donnant d'ailleurs des résultats peu encourageants malgré les énormes moyens publicitaires mis en oeuvre, ce sont des centaines de millions qui sortent pour aller se placer à l'étranger.

Le moyen est simple : après la dévaluation du franc français, les émigrés furent frappés d'une surtaxe de 17,5 % par suite du refus du gouvernement algérien d'aligner le dinar. Ce faisant, il espérait réaliser de substantiels profits sur le dos des travailleurs.

Au moment où le coût de la vie augmente sans cesse en Algérie, cette dévaluation de fait, de l'argent envoyé par les émigrés condamne les familles à se "serrer davantage la ceinture".

Cette situation a été mise à profit par les bourgeois locaux qui proposent de donner de l'argent aux familles avec une bonification de récupérer l'argent des émigrés à l'étranger. Ce système avantageux pour les travailleurs se développe de plus en plus. Il donne lieu même à la mise en place de véritables organisations, le plus souvent, basées sur les commerçants algériens émigrés et touchant des villages entiers.

Après l'annonce de la "Révolution" agraire, ce fut une véritable ruée. Le cours officiel de l'argent français atteint jusqu'à 30 % au-dessus de sa valeur officielle.

o o o

## LE FOSSE ENTRE RICHES ET PAUVRES

A l'occasion de l'entrée dans ses fonctions de secrétaire général des Nations Unies, KURT WALDHEIM a fait une déclaration dont "La République" du 4 janvier 1972 reproduit certaines parties, notamment en ce qui concerne les rapports entre pays riches et pays pauvres.

Après avoir rappelé qu'un tiers de la population mondiale détient 87 % du produit national brut de l'humanité, M. WALDHEIM a souligné qu'il fallait des années encore avant de résoudre cette question.

./. .

"Il est évident que l'on avait cru pouvoir aider les pays en voie de développement en leur faisant des dons. Entre-temps, on a constaté qu'il fallait permettre à ces pays, par des traités raisonnables d'avoir un commerce sain. Ils doivent par-dessus tout obtenir pour leurs produits agricoles des prix qui leur permettent d'acheter les produits industriels nécessaires dont ils ont un urgent besoin".

Ainsi, M. WALDHEIM rejette les thèses du pouvoir. Il écarte les vrais problèmes de l'exploitation des pays sous-développés en ne voyant qu'un seul aspect, celui de la "déterioration des termes de l'échange". Or, si les produits des pays sous-développés baissent constamment alors que ceux des pays riches augmentent, ce qui creuse l'écart entre pays riches et pays pauvres, ce n'est pas dû à l'existence de "traités raisonnables", de "commerce sain", mais à l'existence de rapports de domination à l'échelle mondiale.

C'est la domination impérialiste qui est à l'origine de l'échange inégal. C'est pourquoi il est vain d'espérer une transformation des données actuelles sans avoir rompu avec le marché capitaliste mondial. Ce que recommande le secrétaire général des Nations Unies aux pays sous-développés, c'est de s'intégrer davantage.

"La République," de son côté, en mettant l'accent sur le fossé entre pays riches et pays pauvres tente de masquer aux yeux des masses algériennes la contradiction principale dans notre pays : celle qui oppose les masses algériennes qui s'appauvrissent davantage chaque jour à la bourgeoisie qui s'enrichit de plus en plus.

On ne peut pas parler de pays riches et de pays pauvres sans spécifier la nature de classe des états de ces pays et sans montrer les rapports de domination et d'exploitation externes et internes et les liens entre les deux.

Il est évident que les bourgeois algériens cherchent à tirer avantage de certaines théories, pour tenter de faire croire aux masses qu'elles sont dans la même camp qu'elles : le camp des pauvres. C'est une mystification. La bourgeoisie des pays sous-développés fait partie du camp des riches dont elle est le meilleur pilier et le meilleur défenseur.

o o o

### ENCORE DES PROMESSES

"A Ghazaouet, le marin-pêcheur travaille et se tait. Il n'a pas droit à la parole, encore moins au partage du bénéfice réalisé à la suite d'une sortie en mer ..."

"Les armateurs fortement organisés ne reculent devant rien pour exercer un véritable dictat sur leurs employés".

Le syndicat répond : "On n'y peut rien, c'est un problème complexe".

./.  
.

"La République" après avoir constaté cette situation quasi désastreuse promet pourtant aux marins pêcheurs des jours meilleurs qui commenceront avec la promulgation future du code du travail.

C'est la nouvelle tactique de la presse algérienne. Lorsqu'un problème devient trop grave, lorsque la pression populaire devient trop forte et risque d'éclater de façon violente, la presse s'en mêle, elle dévoile les faits tout en s'arrangeant pour rejeter la responsabilité sur les niveaux inférieurs de l'Etat et faisant miroiter aux yeux des mécontents l'espoir d'une solution prochaine qui viendrait du pouvoir.

Cela suffit, en général, pour désarmer une grève ou une manifestation de mécontentement. Par ailleurs, on habite, par cette méthode, les travailleurs à "ne pas compter sur leurs propres forces" mais sur une intervention de la presse qui "portera connaissance des faits" aux autorités supérieures !

o o o

Nous commençons ici la publication d'un dossier  
sur la question de la "réforme agraire".

Ce dossier comprendra divers documents :

- des données sur la situation de l'agriculture algérienne, sur le régime foncier ;
- des informations sur le déroulement de la campagne actuelle sur la "Révolution" agraire ;
- des fiches de lectures.

# LA PRODUCTION AGRICOLE

La politique agricole du pouvoir depuis l'indépendance aboutit aujourd'hui à une situation catastrophique de l'agriculture , particulièrement en ce qui concerne la production. On constate une baisse générale de celle-ci et une chute des rendements. L'orientation (exportation) de cette production a été maintenue.

L'agriculture ne couvre pas les besoins de la population qui a augmenté (elle est passée de 10 millions en 1960 à 14,6 millions en 1971).

## Les céréales

Les céréales occupent 6 millions d'hectares (jachères comprises). Elles couvrent 85 à 90 % des superficies consacrées aux cultures herbacées.

La production de céréales varie d'une année à l'autre. Elle a connu une régression régulière comme le montrent les chiffres suivants :

<u>Période</u>	<u>Moyenne en quintaux</u>
1901 - 1910	19 170 580
1911 - 1920	18 228 265
1921 - 1930	16 777 024
1931 - 1940	17 335 631
1941 - 1950	14 846 988
1951 - 1966	15 960 773

Les rendements sont bas. Ils étaient en 1967 de :

- blé dur	5,3 quintaux/hectare
- blé tendre	6 quintaux/hectare
- orge	4,7 quintaux/hectare
- avoine	5,4 quintaux/hectare

Cette production est insuffisante, elle ne couvre pas les besoins de la population. Ceux-ci sont estimés pour 1972 à 28 000 000 de quintaux (blé dur et blé tendre ) alors que la production de l'ensemble des céréales n'a été que de 20 582 000 quintaux en 1970.

Ainsi l'Algérie, pays céréalier (les céréales représentent 23 % de la valeur de la production agricole) importe de grosses quantités de céréales.

1965 - 1966	:	4 256 900 quintaux
1966 - 1967	:	9 754 000 quintaux
1967 - 1968	:	7 158 147 quintaux

## les légumes

La production de légumes secs est tombée de 426 000 quintaux en 1960 à 389 000 quintaux en 1970, alors que les superficies sont passées de 73 060 ha à 90 290 ha. Les rendements sont donc tombés, ils varient entre 5 et 8 quintaux/ha. L'Algérie importe en moyenne 60 000 quintaux/an en particulier des haricots secs.

## Les cultures maraîchères

57 000 ha sont consacrées aux cultures maraîchères. Cette superficie atteint 80 000 ha du fait de la rotation des cultures. En 1960, elle était estimée à 85 400 ha (Statistique Agricole n° 7), ou à 83 370 ha (brochure de l'I.E.D.A.). La production a baissé (9 millions de quintaux en 1960 à 7,4 en 1968) de même que les rendements.

Les cultures représentent 11% de la valeur de la production agricole. Elles sont constituées par les primeurs et les légumes de saison. Les primeurs sont entièrement destinés à l'exportation. Celle-ci a baissé régulièrement suivant en cela la production.

<u>Années</u>	<u>Quantités exportées</u>
1955-1956	2 528 441 quintaux
1959-1960	2 046 071 "
1962-1963	1 101 997 "
1966-1967	703 811 "
1967-1968	619 247 "

## La pomme-de-terre -

Sur des exportations globales de 619 247 quintaux de primeurs en 1967-1968, la pomme-de-terre représente 461 983 quintaux.

Les rendements sont tombés de 100 quintaux/ha en 1957 à 63,5 q/ha en 1967. Ils sont faibles, ils devraient être doublés pour atteindre des rendements normaux.

Les exportations de tomates s'élèvent depuis 1964 - 1965 à 80 000 à 120 000 quintaux par an.

## Les agrumes

Les agrumes représentent 6 % de la valeur de la production agricole. La production est stagnante (autour de 4 millions de quintaux) alors que la superficie a été augmentée. Les renseignements sont tombés de 120 q/ha à 90 q/ha en une dizaine d'années. Notons que dans d'autres pays, ils atteignent 200 à 300 q/ha.

## La vigne

Elle représente 30 % de la valeur de la production agricole. Les superficies ont regressé du fait du vieillissement du vignoble (en 1967 la proportion du vignoble âgé de plus de 25 ans était estimée à 35 % du total).

Selon certaines estimations 40 000 à 65 000 ha pourraient être consacrés aux produits de la vigne autres que le vin dont 10 000 hectares au raisin sec et 30 000 ha au raisin de table.

La production a baissé, de même que les rendements. Ceux-ci sont tombés de 45 hl/ha en 1957 à 21 hl/ha.

Le vin représente la majeure partie des exportations agricoles algériennes (61 % en 1965).

La France a été jusqu'en 1967 le principal client. Les exportations de vin vers ce pays ont été de :

- 14,5 millions d'hectolitres en 1962
- 6,8 " " en 1963

Un accord a été signé avec ce même pays en 1963. Il prévoyait l'importation en France de :

- 8,75 millions d'hectolitres en 1964
- 8,25 " " 1965
- 7,75 " " 1966
- 7,25 " " 1967
- 7 " " 1968.

L'accord a été respecté jusqu'en 1966. Mais, en 1967, la France n'a importé que 3,5 millions d'hectolitres.

En juillet 1968, un accord a été signé avec l'U.R.S.S. qui s'engageait à importer :

- 5 millions d'hectolitres en 1969
- 5 " " 1970.

En outre, les exportations vers d'autres pays ont été augmentées, passant de 350 000 hectolitres en 1962 à 1 800 000 hectolitres en 1967. Ce qui n'empêche pas que le stock de vin non écoulé s'élevait à 11,72 millions d'hectolitres à la veille de la récolte de 1968.

o o o

Tableau 1 / EVOLUTION DES SUPERFICIES \ (en hectares) /

	<u>1960</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1970</u>
<u>céréales</u>	3 157 100	2 854 300	1 894 670	3 083 400	3 087 070	
<u>légumes secs</u>	73 060	72 300	56 530	63 470	90 290	
<u>cultures maraîchères</u>	89 370	76 780	78 640	83 100	110 900	
<u>vigne</u>	350 010	346 000	331 503	319 545	297 630	300 000
<u>agrumes</u>	34 043	43 150	43 470	43 810	46 940	

Tableau 2 / PRODUCTION CEREALIERE \ (en milliers de quintaux) /

	<u>1955-1956</u>	<u>1960</u>	<u>1962</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1970</u>
<u>Blé dur</u>	10 900	11 600	12 228	9 178	10 000	4 815	9 104	10 630	9 140
<u>Blé tendre</u>	4 466	3 350	2 842	2 446	3 217	1 485	3 524	6 759	5 206
<u>Orge</u>	10 227	8 430	8 187	2 780	3 777	1 297	3 378	5 378	5 715
<u>Maïs</u>	108			58	58	34	42	66	
<u>Autres céréales</u>	200	687	314	419	370	128	322	498	521
<u>TOTAL</u>	25 901	24 067	23 571	14 881	17 422	7 759	16 372	23 331	20 582
	(1)	(2)	(3)	(3)	(1)	(4)	(4)	(5)	(6)

(1) André TIANO : "Le Maghreb entre les mythes"

(2) Le développement Africain, numéro spécial consacré à l'agriculture algérienne - Octobre 1961 - édité par l'IEDA.

(3) Tableaux de l'économie algérienne 1967.

Direction Générale du Plan et des Etudes Economiques - Sous-Direction des Statistiques.

(4) Statistiques agricoles - Numéro 7 décembre 1968.

(5) Perspectives économiques - Situation économique de l'Algérie en 1968-69 - Chambre de Commerce et d'Industrie d'Alger, septembre 1970.

(6) L'Algérie en quelques chiffres en 1971 - Secrétariat d'Etat au Plan.

Tableau 3 / LEGUMES SECS (en milliers de quintaux)

	<u>1960</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1970</u>
<u>Fèves</u>	178	211	159	139	151	137	
<u>Pois chiches</u>			154	101	117	167	
<u>Lentilles</u>	124	31	36	29	35	89	
<u>Pois secs</u>			26	23	22	20	
<u>Haricots secs</u>			10	9	7	16	
<u>TOTAL</u>	426		385	301	332	430	389

Tableau 4 / CULTURES MARAICHERES (en milliers de quintaux)

	<u>1960</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1970</u>
<u>pommes-de-terre</u>	2 670	1 878	2 326	1 701	2 035	2 721	2 528
<u>carottes</u>	830	564	330	425	385	316	955
<u>tomates</u>	1 550	1 127	852	824	691	841	
<u>oignons</u>	840	682	346	406	387	298	
<u>Haricots</u>	140	73	57	56	65	204	
<u>Pastèques</u>							
<u>Melons</u>	1 480	1 187	1 585	1 420	1 356	1 779	
<u>Artichauts</u>	510	280	440	315	262	317	
<u>Autres légumes</u>	1 900	312	981	594	538	926	
<u>TOTAL</u>	9 920	6 103	6 917	5 741	5 719	7 402	

Tableau 5 / AGRUMES (en milliers de quintaux)

	<u>1960</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1970</u>
<u>Oranges</u>	2 665	3 209	2 857	2 820	2 823	2 959	
<u>Mandarines</u>	477	422	373	328	323	376	
<u>Clémentines</u>	614	801	722	667	668	783	
<u>Citrons</u>	159	154	151	157	147	144	
<u>Pommelos et autres</u>	62	49	47	46	43	51	
<u>TOTAL</u>	3 977	4 634	4 150	4 018	4 004	4 313	5 082

Tableau 6 / VIGNOBLE (production de vin en milliers d'hectolitres)  
Superficie en hectares : rendement 41/ha.

	<u>SUPERFICIE</u>	<u>PRODUCTION</u>	<u>RENDEMENT</u>
1960	344 880	15 850	46
1962	340 800	12 278	36
1964	346 290	10 477	30,3
1965	339 824	14 824	43,7
1966	329 410	6 822	20,7
1967	306 110	6 446	21,1
1968	297 630	9 951	30
1970	300 000	8 693	

.1.

Tableau 7 / TABAC / -

	<u>SUPERFICIES</u> (hectares)	<u>PRODUCTION</u>	<u>RENDEMENT</u> (quint/hect)
1955	29 720	197 250	6,6
1960	22 000	156 000	7,2
1962	8 600	55 000	6,4
1964	7 980	40 780	5,1
1965	6 097	33 540	5,5
1966	6 770	47 430	7
1967	7 609	47 470	6,2
1968	9 150	61 350	
1970		38 000	

OLIVES

Superficie couverte ..... 90 000 hectares

Nombre d'oliviers en rapport

- . 1960 - 9 530 000
- . 1967 - 9 742 150
- . 1968 - 10 117 100

Production d'olives

	<u>Rendement kg/olivier</u>	<u>Huile en hectolitre</u>
1960 - 160 000 tonnes		220 000 hl.
1965 - 153 169 tonnes	15,7	187 000 hl. (1964)
1966 - 143 030 tonnes	14,7	
1967 - 138 190 tonnes	14	157 160 hl.
1968 - 171 639 tonnes		212 720 hl.
1970 -		154 000 hl.

**FIGUES**

Superficie ..... 33 160 ha. en 1967  
 ..... 33 480 ha. en 1968

Production

. 1960 : 65 000 t.  
 . 1967 : 48 011 t.  
 . 1968 : 51 746 t.  
 . 1970 : 53 000 t.

Exportation

. 1966 : 6 307 quintaux  
 . 1967 : 7 355 quintaux  
 . 1968 : 4 120 quintaux

**PRODUCTION DE DATTES / (en quintaux)**

1960 : 880 650  
 . 1965 : 1 089 400  
 . 1966 : 1 151 000  
 . 1967 : 1 556 500  
 . 1968 : 1 476 800  
 . 1970 : 793 000

**ELEVAGE**

	<u>Bovins</u>	<u>Ovins</u>	<u>Caprins</u>	<u>Chevaux</u>	<u>Mulets</u>	<u>Anes</u>	<u>Chameaux</u>
1960	619 800	5 358 000	2 014 600		5 6 8 5 0 0		102 500
1965	727 875	5 052 075		157 000	259 000	336 000	
1967	800 000	7 000 000	2 321 700	130 000	170 000	300 000	
1968	841 320	7 538 600	2 514 890	133 000	176 130	315 000	
1970	885 000	7 786 000	2 581 000	143 000	528 000		184 000

ESSAIS SUR L'ECONOMIE  
DE L'ALGERIE NOUVELLE

(Les Prémices d'une réforme agraire)

(Annie Krieger)

I - LE CADRE ALGERIEN

1) Utilisation du sol, production et emploi

Les sols utilisables occupent une superficie de 13 M. d'hectares, soit 61 % du territoire contre 3 M. d'ha de forêts et 3 M. d'ha de terres cultivables.

a) céréaliculture

- surface : 6 500 000 ha soit 50 % des terres utilisables
- production : 18 à 22 millions de quintaux de blé dur et tendre, d'orge et d'avoine.

b) élevage

- les terres de parcours et pacage représentent 40 % des terres utilisables.
- troupeau : 14 M. de têtes (dont 8 M. ovins).

c) cultures maraîchères

- superficie : 85 000 ha.
- production : 8,5 M. de quintaux qui nécessitent 16 M. d'heures de travail.

d) viticulture -

- surface : 400 000 ha
- production : 15 à 18 M. d'hectolitres

Cette activité nécessite 45 M. de journées de travail.

e) arboriculture

- 38 000 ha pour les agrumes
- 10 300 000 arbres
- la production totale est de 3 600 000 quintaux de fruits dirigés surtout vers l'exportation.

2) Deux secteurs agricoles

a) l'économie agricole européenne

Sur les 12 925 000 ha de terres utilisées, les colons possédaient 2 700 000 ha soit 25 %. Ces terres étaient les plus fertiles (Oranie, Algérois). Le nombre d'exploitation était de 22 031 pour une population rurale européenne de 120 000 ruraux, et dont le revenu en 1955 s'élève à 70 milliards. Cela représente 106 ha par exploitation d'un revenu net de 3 200 000 F., soit 20 ha par habitant et 585 000 F. par habitant. Ce qui représente 80 fois plus de terre et 48 fois plus de revenu net que les Algériens.

### b) l'économie agricole traditionnelle

Ce secteur se trouve localisé dans les régions les plus sèches et les plus déshéritées.

Il existe deux secteurs :

- . terres dites francisées (2/5ème de la totalité)
- . terres non francisées régie par le droit musulman
  - . propriétés privées ou "melk" (2/5ème)
  - . propriétés collectives ou "arch" qui appartiennent aux tribus.

Dans ce secteur, 70 % des paysans ont moins de 10 ha, soit 5 ha utilisables chaque année seulement.

Avant l'indépendance, l'agriculture occupait 1 700 000 personnes. Mais, déjà, la population souffrait d'une mal-nutrition (2 000 calories en moyenne au lieu de 2 500).

### 3) L'Algérie après l'indépendance

En décembre 1962, on pouvait estimer le nombre de chômeurs à 250 000 seulement dans la capitale.

En janvier 1963, les chômeurs représentent :

- . 45 % de l'ensemble des travailleurs
- . 65 % des paysans.

## II - LA SOCIALISATION DE L'AGRICULTURE ALGERIENNE

### 1) Le régime foncier de l'Algérie et le collectivisme

L'auteur présente le régime foncier islamique comme non hostile à la collectivisation. Pour le démontrer, il prend l'exemple de la terre "arch" qui appartient à la tribu qui est donc une forme de collectivisme, ainsi que l'exemple du "melk" dont un membre de la famille peut jouir, mais qu'il ne peut vendre ou laisser sans la travailler.

### 2) L'idéologie algérienne

#### BEN BELLA définit le "socialisme algérien"

"Le socialisme algérien est exactement le socialisme marxiste dans son analyse économique, mais il est fondamentalement différent dans son analyse théorique concernant la théorie matérialiste. Ici, nous sommes des Arabes, et des musulmans."

### 3) Les réformes agraires dans le monde

Considérant que la réforme agraire algérienne a été inspirée par d'autres réformes dans le monde. L'auteur fait le tour des différentes réformes agraires et essaie de voir ce qui a inspiré l'Algérie.

#### a) L'agriculture soviétique

Elle est caractérisée par deux types de grandes exploitations :

- les fermes d'Etat : les sovkhozes

Ce sont des fermes pilotes qui sont en liaison étroite avec la recherche scientifique agricole. Ce secteur connaît une mécanisation intense et dépend directement de l'Etat.

- les fermes collectives ou kolkhozes

C'est la ferme la plus répandue en U.R.S.S. En 1960, il y avait 44 900 kolkhozes contre 7 375 sovkhozes. L'organisation du kolkhoze peut être ainsi schématisé : tous les ans le bureau élu, dirigé par le président du kolkhoze, établit un plan d'élevage et de culture. Puis il répartit les tâches entre les brigades de paysans du village qui a chacune un responsable. Les kolkhozes sont sous l'emprise des pouvoirs publics.

#### b) La commune chinoise

Dans une première étape, la terre fut distribuée aux paysans qui, dans une seconde étape, se regroupèrent en équipes et en brigades de production. Le machinisme fut employé le moins possible afin de permettre à tous les paysans chinois d'avoir un emploi.

En Algérie, un président d'un comité de gestion à qui l'on suggéra de supprimer le machinisme pour certaines cultures afin d'éviter le sous-emploi poussa de haut cris et déclara avec indignation qu'on n'était pas dans une commune chinoise.

#### c) La réforme agraire à Cuba

Après l'expropriation des Américains, il coexiste deux secteurs :

- . un secteur d'Etat (ayant 1/3 des meilleures terres)
- . un secteur privé.

La superficie maxima d'une personne est fixée à 403 ha et la superficie minima pour une famille de 5 personnes à 27 ha.

#### d) Le problème égyptien de la terre

La loi du 28 septembre 1952 modifiée par celle de 1958, distribua de petites parcelles de terres aux fellahs. Cette mesure contribua à un effritement du niveau de vie, à une augmentation du chômage.

Le plafond de la propriété privée fut ramené de 84 ha à 42 ha.

#### e) Le modèle yougoslave

Dans une première étape, l'Etat essaya de créer de grands domaines plus aptes à la modernisation, mais devant la résistance des paysans, on revint à une forme de coopération.

La terre reste privée. Les paysans sont organisés en coopérative, seuls les moyens de production de base restent propriété sociale.

Les rôles de la coopérative sont nombreux : achat d'engrais, vente des produits, exploitation d'hôtel, octroi de crédits à ses membres.

L'organisation de cette coopérative est la suivante : l'assemblée générale comprenant tous les membres se réunit une fois par an pour élire un conseil coopératif (30 à 80 membres) qui définit un plan économique annuel et qui répartit les bénéfices entre les coopérants. Celui-ci désigne un comité de gestion (5 à 11 membres dont le directeur). L'administration communale désigne un directeur qui organise et dirige le travail.

#### f) La réforme agraire en Tunisie

La réforme agraire ne touche pas les terres de la bourgeoisie foncière, mais seulement celles laissées par les étrangers et celles **des** paysans pauvres, jugées non rentables. Il s'agit d'un regroupement de paysans en coopérative avec maintien de la propriété privée, mais la coopérative peut disposer de son plein gré de cette propriété. Elle peut même la vendre ou la louer. les adhérents sont, en quelque sorte, actionnaires à la coopérative, s'ils se retirent, ils ne peuvent disposer de leurs terres.

L'assemblée générale des coopérants élit un comité de gestion qui désigne lui-même son président. La coopérative est en réalité dirigée par un gérant nommé par l'Administration, secondé par un fonctionnaire, l'un dépendant du secrétariat d'Etat à l'agriculture (contrôle technique), et l'autre du secrétariat d'Etat au plan et aux Finances (contrôle financier). L'encadrement comptable est assuré par l'union générale des coopératives du gouvernement et l'encaissement social par le Néo-Destour et le secrétariat d'Etat à la Santé et aux Affaires sociales.

### III - LA CHARTE DE TRIPOLI

#### 1) Rapport du F.L.N. remis en juin 1963 au Ministère de l'Agriculture

Le F.L.N. propose que la limitation de la terre soit de 50 ha sur les terres céréalières et de 10 ha sur les terres irriguées, ainsi que la réquisition de grands domaines des colons et des traîtres. Les 4 M. d'hectares (avec les terres domaniales) ainsi récupérées seront distribuées sous trois formes :

- . fermes d'Etat : pour les terres viticoles et cultures industrielles
- . création de coopératives : pour les terres céréalières, les terres de parcours d'alفا. Les agrumes, l'arboriculture et les cultures maraîchères seraient confiés à des paysans en lot individuel de 10 à 15 ha jusqu'à ce que les paysans aient pris conscience de la nécessité de se regrouper.

C'est au "comité populaire" de la réforme agraire, constitué de paysans pauvres, ayant participé à la "révolution" de confisquer les terres et de les redistribuer. Ils seraient les intermédiaires entre les paysans et les services gouvernementaux.

#### 2) Le programme de Tripoli (juin 1962)

Les congressistes critiquèrent ce programme car ne le trouvant pas assez "révolutionnaire", ils proposèrent la création de grands domaines, avec diffusion de techniques modernes pour augmenter la production.

## Les formes de la réforme agraire

- . collectivisation avec accord des paysans
- . limitation de la propriété
- . distribution de terres aux plus pauvres fellahs
- . création de fermes d'Etat

"La politique agraire du "Parti" devrait tendre aussi vers une modernisation de l'agriculture, par l'unification du régime des terres, l'augmentation du volume de la production, la diffusion massive des techniques modernes".

Ce programme proposait également l'organisation de chantiers ruraux pour résorber le chômage et lutter contre l'érosion (chantiers volontaires).

### 3) Le programme de Tripoli à l'épreuve de l'indépendance

Pour réaliser leurs objectifs, les dirigeants algériens devraient disposer de la terre. Or, l'article 12 du titre IV des accords d'Evian stipule que l'Algérie assurerait "sans aucune discrimination une libre et paisible jouissance des droits patrimoniaux acquis sur son territoire avant l'autodétermination et nul ne serait privé de ses droits sans une indemnisation équitablement fixée".

AMAR OUZEGANE, Ministre de l'Agriculture à cette époque prévoyait la réforme agraire en trois étapes :

. les ouvriers agricoles continueraient à travailler avec un salaire de 750 A.F. par jour, sur un million d'hectares laissés par les colons.

. la réforme toucherait ensuite les 2 millions d'hectares qu'occupent toujours les colons européens.

. il surviendrait en troisième étape une limitation de la terre des gros propriétaires algériens.

Mais, les évènements ne se déroulèrent pas comme l'avaient prévu les dirigeants algériens. Les ouvriers agricoles des domaines des colons s'emparèrent de la terre et s'organisaient en véritable autogestion. C'est par une série de décrets que l'Etat tenta de freiner cet élan populaire.

a) décret du 18 mars 1963 : "toute personne qui en connaissance de cause appréhenderait des biens vacants sans l'autorisation des autorités compétentes" serait punie."

b) décret du 9 mai : les biens mobiliers et immobiliers sont mis sous protection de l'Etat.

c) décret du 1er octobre : nationalisation de la terre des colons.

o o o

## REFORME AGRAIRE AU MAGHREB

(Ed. Maspéro 1963)

### Chapitre 1 : REFORME AGRAIRE ET SOUS-DEVELOPPEMENT

Intervention de Jean Dresch sur :

"La réforme agraire et le sous-développement dans le monde arabe"

Selon J. Dresch "les réformes agraires sont inévitables dans les pays sous-développés, dans la mesure où tous les pays sous-développés sont des pays ruraux". Ces pays présentent les caractéristiques suivantes :

- une population rurale y atteint 60 à 80 % de la population totale
- la production agricole occupe une place importante dans la production générale et surtout dans les exportations "les productions rurales, généralement exportées brutes, peuvent représenter 35, 40 à 50 % en valeur, souvent même beaucoup plus des produits exportés".

Pour J. Dresch, les paysans sont pauvres non seulement parce que leur production est faible, mais aussi parce que cette production est faible par rapport au travail fourni ou au grand potentiel de main-d'œuvre disponible (sous-emploi) et également parce que leur rendement est bas, - les techniques employées étant des techniques archaïques -.

Tous ces "désavantages" ont pour conséquence la misère des populations rurales, "mal nourries, mal habillées, mal logées" ce qui contribue encore à diminuer leur rendement. Etant la majorité de la population, ils ne peuvent constituer un marché pour les produits de l'industrie nationale qui se trouve ainsi, si elle est créée, privée de débouchés intérieurs.

Cette misère, ce sous-emploi, cette faible productivité amènent un décalage entre le monde rural et le monde de la ville, d'où un abandon des campagnes et un gonflement des populations urbaines.

Ces ruraux qui s'accumulent dans les bidonvilles trouvent difficilement du travail en ville, soit que la ville n'est pas assez industrialisée, soit que l'industrie n'a pas besoin de cette population rurale qui n'est pas formée techniquement.

#### 1) Quelles sont les causes véritables de cette situation agraire ?

La cause fondamentale est la mauvaise structure sociale caractérisée par un contraste entre de petits propriétaires, très nombreux, mais disposant d'une faible partie des terres cultivées et de très gros propriétaires, très peu nombreux, disposant de la plus grosse partie de sol cultivé ou cultivable.

Les très mauvaises conditions de travail pour les populations rurales :

- la surexploitation du khammes, par les dettes contractées auprès du propriétaire, système qui aboutit à un véritable servage ;

- le paysan est soumis aussi à la contrainte du marché. En effet, il ne peut bénéficier de crédit, puisqu'on ne prête qu'aux riches, en outre, il ne peut intervenir dans la fixation des prix ;

- puisque la paysannerie ne commercialise pas elle-même ses produits, on aboutit à une triple exploitation par le propriétaire, le prêteur et souvent par le commerçant.

Les Etats musulmans nouveaux se sont constitués au cours d'une lutte anti-colonialiste, mais la paysannerie a été, très souvent, plus ou moins mise à l'écart de l'organisation de ces Etats. Ils ont été constitués par des bourgeois diverses qui ont conçu l'Etat nouveau et sa politique à leur avantage.

## 2) Comment doit être posé le problème de la réforme agraire ?

Le problème de la réforme agraire doit être pris dans son contexte global et non exclusivement comme un problème technique de rendement, de production. Il doit être considéré en fonction des problèmes économiques et sociaux d'une part et politiques de l'autre.

Le problème de la réforme agraire pose donc, comme condition préalable, une étude scientifique du monde rural.

- recensement des paysans
- notions précises sur l'étendue des surfaces cultivées
- notions précises sur l'étendue des surfaces cultivables
- nombre de récoltes dans les pays irrigués
- qui sont les propriétaires et qui sont les exploitants
- le régime des exploitations

## 3) Les expériences

### Le Moyen-Orient

"Le Colonel NASSER a pris le pouvoir en 1952 et la paysannerie n'a pas été associée politiquement aux transformations politiques révolutionnaires".

La première réforme fut la limitation de la propriété à 80 ha et 40 ha pour la famille, alors que les petits paysans avaient un ha. Cette mesure qui a permis d'occuper 150 000 familles a été lente et progressive et a abouti en 1961 à une relimitation de la propriété à 40 ha, mais des familles de petits paysans vivent toujours dans des parcelles de un ha considérées comme minimales à la survie.

Cette mesure n'a pas résolu de problèmes sociaux, ni politiques. Tout au plus, a-t-elle permis d'améliorer la production. D'ailleurs, le but recherché était la croissance de la productivité par l'organisation des coopératives et le développement du crédit.

Mais, l'organisation du crédit à la production s'est révélée "insuffisante" et le système de coopératives a été imposé aux paysans, sans qu'ils aient été associés économiquement et "politiquement", selon J. Dresch, à leur bon fonctionnement.

Après la fondation de la R.A.U., en 1958, il y eut une réforme agraire en Syrie et en Irak.

#### En Syrie

"La Syrie est un pays "sous-peuplé" où il existe des réserves considérables de terres cultivables et aménageables".

La limitation a été de 80 ha en terres irriguées et 40 ha pour les enfants et 300 ha plus 100 ha pour les enfants en terres sèches. Mais, des sociétés, des coopératives, des organismes étaient exemptés de la réforme agraire.

#### En Irak

où la population est aussi peu nombreuse, limitation à 250 ha en irrigué et à 500 ha en sec. La distribution s'est faite sur des parcelles de 7,5 à 15 ha en irrigué et 15 à 30 ha en sec. Selon J. Dresch, "encore faut-il trouver les colons qui vont être installés sur ces terres, leur donner le matériel, les crédits nécessaires au départ et les encadrer d'une façon suffisante".

#### En conclusion

Une réforme agraire peut consister, comme au Moyen-Orient, à redistribuer des terres reprises aux gros propriétaires contre des indemnités.

Mais, selon J. Dresch, l'Etat débourse, pour ces indemnités, "un financement considérable au bénéfice des paysans qui seraient bien incapables de rembourser le propriétaire".

Mais, il faut en outre :

- constituer des coopératives et les financer
- refondre le système commercial en fonction, d'un marché intérieur, d'une industrialisation et d'un rapport nouveau entre les prix des produits industriels et les prix des produits agricoles de façon que le paysan puisse voir son niveau de vie augmenter.

#### EN ALGERIE

Selon J. Dresch : "Les propriétés féodales et surtout les propriétés coloniales sont bien cultivées, et, si on les coupe en petits morceaux pour satisfaire le besoin de terres des fellahs, on fera une bêtise".

o O o

par René DUMONT

1) Comment se pose le problème de la réforme agraire ?

Pour René DUMONT, "les pays en retard dans leur développement ont besoin d'un taux d'investissement extrêmement élevé, mais les paysans ne peuvent y consacrer beaucoup d'argent, n'ayant que des ressources limitées".

Dans ces pays, les paysans sont des chômeurs déguisés, ne travaillant que peu de journées dans l'année, et limités, par les saisons, les conditions techniques, les structures sociales, et par la terre dont ils disposent.

Ce qui leur reste donc à investir, en quantité très importante, c'est leur travail.

L'Etat ne disposant pas de ressources suffisantes pour payer des journées de travail aux paysans, il faut donc les amener à investir leur travail dans les mortes-saisons agricoles. Mais, ces travaux d'investissement ne peuvent aboutir à des succès que si le paysan en est le bénéficiaire personnel et direct. (selon René Dumont).

En CHINE

Le P.C. ayant pris le pouvoir, il a été réalisé une révolution agraire dans la mesure où il y a eu une expropriation sans indemnité des gros propriétaires fonciers, ainsi qu'une partie des terres des paysans riches.

Du point de vue économique, cette révolution agraire s'est accompagnée d'un taux d'investissement très élevé et d'un degré d'emploi très élevé de la famille paysanne.

Ce taux d'investissement très élevé provient de plusieurs sources :

- le paysan verse à l'Etat l'impôt traditionnel, environ 10 % de la récolte brute.
- la coopérative constitue un investissement propre pour acheter des moyens de production.
- Le paysan est incité à verser son épargne en dépôt pour l'industrialisation.
- enfin, la plus importante des formes d'investissement a été celle que le paysan avance sous forme de travail.

Sur les 300 à 330 jours de travail par an du paysan chinois, environ 200 jours sont destinés pour la production courante: travaux des champs, usines ateliers, artisanaux etc ... et 120 à 130 jours de travail pour les investissements : améliorations foncières, travaux d'irrigation, de drainage, de protection contre les inondations, enfin tous travaux à productivité différée.

Mais, la rémunération des paysans chinois porte essentiellement sur sa part de récolte ou de fabrication, résultant de ses 200 journées de travail à productivité immédiate.

./.

## En INDE

Pendant le premier plan quadriennal (1951-1956) il y eut une réforme agraire avec indemnisation qui a été très lourde pour les contribuables. C'est ainsi que 6 milliards de roupies ont été versées aux gros propriétaires fonciers.

Durant les mêmes cinq années du Plan, le gouvernement indien ne put consacrer que 1 milliard de roupies pour les investissements industriels de l'Etat réellement productifs.

### 2) A quoi a abouti cette réforme agraire ?

Dans la plus grande partie des cas, la terre n'a pas été donnée aux paysans parce que entre le propriétaire et eux, il y a une série d'intermédiaires : locataires, sous-locataires, sous-sous-locataires, etc ... De sorte qu'il y a un plus grand nombre de propriétaires et donc un plus grand nombre de travailleurs.

En plus du gaspillage, cette réforme agraire n'a pas supprimé le métayage et l'usure puisque en 1952, le propriétaire ne fournit que le champ nu, sans bâtiment ni capital d'exploitation et reçoit 50 % et plus de la récolte.

Avec la persistance du métayage, l'investissement travail ne se produit pas.

Avec le développement communautaire, on a demandé aux paysans de faire des travaux volontaires pour équiper la collectivité : construction de pistes écoles !! Mais, cela ne toucha pas à la production agricole. Le gouvernement indien a demandé aux paysans de fixer eux-mêmes le montant de leur impôt-travail. Le paysan l'a fixé très bas : 0,1 à 0,6 jour par adulte et par an en 1958-1959.

On a donc construit des maisons pour les paysans où ils ne mangent pas à leur faim. Si on avait créé des terres nouvelles il y aurait plus de terres disponibles pour la culture, mais le propriétaire y perdrait de deux façons :

- le taux de la rente foncière qui est de 50 % et jusqu'à 66 % risquerait de diminuer ;

- il y aurait plus de grains sur le marché alors qu'actuellement les grains sont à des prix de marché noir.

## EN AMERIQUE LATINE

Avant la réforme agraire en 1910, au Mexique, dominance de la très grande propriété foncière (quatre domaines allaient jusqu'à 4,5 millions d'hectares).  
*(latifundium)*

Le latifundium se caractérise par une sous-utilisation du sol et des hommes. Sur ces domaines exploités d'une façon très extensive, avec un revenu très faible à l'hectare, le propriétaire tire un revenu très important, puisqu'il ne paye pratiquement pas d'impôt foncier ; s'il paie la main-d'œuvre, c'est à des salaires très bas.

Si un propriétaire possède 10 000 ha, il lui suffit d'enlever 1 000 ha partagés en 100 propriétés (fermes) de 10 ha, qui sont loués à des petits paysans qui vont payer la location des 10 ha en travaillant sur les terres du propriétaire foncier.

"Une ferme de 10 ha, dont 2 labourables, le reste en pacages sur les montagnes pauvres, ou de la savane de Bogota, se paie deux journées de travail gratuit, non rémunéré - et le travailleur n'est pas nourri - par semaine".

Ce qui lui fait gagner 200 journées de travail/semaine sans aucun frais.

A CUBA -

Les gros propriétaires gagnaient beaucoup d'argent, parce que le rendement qui était très bas, était obtenu avec des dépenses encore plus basses. Il ne payait pas de loyer du sol étant propriétaire et n'employait que peu de main-d'œuvre.

Mais, si le propriétaire gagnait beaucoup d'argent, le pays en perdait au moins de deux façons :

1) par la perte de richesses non produites. Cuba ne produisait que du sucre et du tabac qu'elle exportait en souscrivant des accords internationaux qui l'obligeaient à ne pas couper le cinquième de sa récolte chaque année.

2) Cuba était obligée de racheter à l'extérieur son alimentation et des matières premières agricoles.

"En 1958, dernière année de la guerre, Cuba a racheté ainsi 218 millions de dollars d'alimentation ou de matières produites sur place". Cela, parce que le sol et les hommes étaient sous-utilisés.

La révolte ayant été essentiellement paysanne, la loi de 1959 sur la réforme agraire prévoyait l'indemnisation des propriétaires en vingt ans et la limitation de la propriété à 400 ha. Selon René Dumont, cette loi réformiste s'est transformée en révolution agraire.

En juillet 1960, les contre mesures économiques des Etats-Unis ont supprimé le quota d'achat de sucre à Cuba. Ce qui a amené la nationalisation des propriétaires nord-américains, sans indemnisation.

En octobre 1960 : expropriation des latifundiaires et des industriels cubains.

3) Qu'a-t-on fait des propriétés ainsi reprises par l'Etat ? -

En pleine guerre, en 1958, il y eut la première expérience de répartition du cheptel, d'un grand domaine d'élevage. Un mois après, les paysans l'avaient abattu et consommé. C'est l'une des raisons pour lesquelles Fidel CASTRO dans son discours du 11 août 1960, a décidé de ne pas partager les grands domaines ou petits lots paysans. Les exploitations sont restées telles qu'elles étaient. Le régisseur du gros propriétaire est devenu celui de la société d'Etat : l'INRA.

En 1961, des décisions ont été prises afin de donner des structures aux domaines et de les gérer de la façon suivante :

1er secteur

Les coopératives de canne à sucre restent gérées dans leurs tailles d'exploitation ancienne. Mais, on a diversifié les cultures pour nourrir le bétail et les hommes et pour alimenter les huilleries, les filatures et les tissages de Cuba. On a intensifié la production sur 800 000 ha. (Depuis, ce secteur a été à son tour transformé en "fermes du peuple". Les plus grandes atteignent 150 000 ha).

2ème secteur

Des coopératives de culture, autre que la canne à sucre, ont été groupées en fermes d'Etat appelées "fermes du peuple" qui regroupent en 1962 : 270 fermes qui cultivaient 2 700 000 ha.

Dans ce secteur, la moyenne des fermes se situe à 9 000 ha, entre 4 000 et 67 000 ha.

Selon René Dumont, ce sont "des unités un peu grandes et qui courrent le risque de coût de transport intérieurs excessifs et d'administration difficile à contrôler d'une façon efficiente".

Mais, en 1962, la récolte de sucre a fortement diminué :

- 1961 : 6,5 Millions de tonnes
- 1962 : 4,8 millions de tonnes

Pour René DUMONT, "les cultures nouvelles, mal réalisées faute de vulgarisation technique suffisante, n'ont pas donné les résultats espérés", et les résultats obtenus l'ont été à coût très élevé selon René Dumont, par manque d'une meilleure organisation de l'I.N.R.A.

Les avantages du système cubain, c'est qu'il y a eu augmentation de la production et c'est parce qu'il n'y a pas eu partage des grands domaines.

"La non division des latifundia (est préférable) parce que techniquement, il n'y a pas de trouble dans la production".

Le problème serait une meilleure organisation pour mieux utiliser la terre et les hommes afin d'élever la production.

#### EN AMERIQUE LATINE

Au cours d'une "table ronde" en 1960 à Santiago du Chili, où il était question d'indemnisation, on s'aperçut que l'Amérique Latine tire 20 milliards de dollars de "l'alliance pour le progrès" provenant des Etats-Unis et d'Europe.

Si l'on fait une estimation de la valeur des latifundias, elle pourrait se monter à 20 milliards de dollars. Et, s'il y a expropriation avec indemnisation, pendant dix ans, tous les capitaux provenant de l'extérieur seraient intégralement versés aux grands propriétaires.

Le résultat en serait que la consommation des produits de luxe, par ces gros propriétaires, pourrait s'accroître de façon plus importante encore.

#### 4) Les conditions de réussite d'une réforme agraire en Algérie

D'après René Dumont, dans les grands domaines de cultures sèches, des hauts plateaux et des hautes plaines serait "une bonne mécanisation et un impératif technique plus impérieux que dans la culture irriguée".

En terre irriguée, au contraire, le choix serait, entre un système individuel et un système collectif au départ.

"C'est que la terre n'étant qu'un des facteurs de la production, les autres étant les moyens de production, la qualification du travail et la formation des paysans; une autre condition, la plus importante est de former des sous-officiers de l'armée agronomique en masse ... avant de former un petit nombre d'officiers hautement qualifiés et peu efficaces sans les cadres moyens".

Ce n'est qu'ensuite, lorsque ces conditions seront remplies, que peut intervenir le crédit.

. / .

5) Quelle réforme agraire ?

S'agit-il d'un stimulant au développement économique général du pays ou simplement d'accroître la fortune des propriétaires fonciers ?

Parce que, une réforme agraire, mal menée, pourrait être un mauvais outil et peut diminuer la production et augmenter les inégalités sociales.

o o o

## Dossier CHINE

### 2ème partie : LA CHINE D'AUJOURD'HUI

Un reportage de "France-Soir"

- Le 8 février 1972 -

"Les rues de Pékin la nuit : des cyclistes sans éclairage, pas de piétons ni de policiers"

Arrivée à l'aéroport de PEKIN : déjà une première impression, le calme, la courtoisie de ces employés, de ces policiers aussi, tous vêtus de kaki. Ils sont souriants, efficaces.

J'ai le sentiment d'avoir quitté un monde nerveux, tendu pour entrer dans un univers où personne ne semble pressé, où chacun est poli avec chacun, étranger ou compatriote. Traitement identique pour les Chinois et les étrangers.

A la douane : je m'attends à ce qu'elle me fasse ouvrir ma grosse serviette de cuir, bourrée de journaux, de revues de l'Occident. A Moscou, à Prague, à Varsovie, on me les a toujours examinés et souvent confisqués. Non, cela ne l'intéresse pas.

Ils ne semblent pas avoir froid équipés comme ils le sont pour la température qui nous attend à PEKIN : 15 ° au-dessous de zéro. Dans la salle d'attente, des étalages de livres à emporter.

A PEKIN : je ressens ma deuxième impression que je retrouverai à chaque étape de mon voyage d'un mois, le dur travail des hommes et des femmes de Chine.

Dans la nuit noire cheminent des convois de charrettes lourdement chargées. Ce sont des paysans qui apportent ainsi la nuit dans leur capitale (plus de 4 millions d'habitants) le ravitaillement quotidien en vivres et en matières premières industrielles.

Nous quittons la grande banlieue et entrons dans la ville proprement dite. Les avenues sont bien éclairées, plus larges que nos Champs-Elysées où quelques cyclistes traînent des remorques, des plateaux, des corbeilles roulantes où s'entassent des vivres et des produits divers. Il est une heure du matin, pas un piéton, pas un policier.

- Le 9 février 1972 -

"Pas de cris dans la rue, aucune bousculade aux arrêts d'autobus ou dans les magasins, les Chinois me donnent à chaque instant des leçons de courtoisie"

est

Le restaurant de l'hôtel/impeccablement propre, avec un service plus rapide qu'à Paris, plus souriant et plus efficace que dans les capitales communistes de l'Europe de l'Est

Cyclistes ou piétons, les Pékinois sont chaudement vêtus et coiffés. Ils portent des gants de laine, ils ont bonne mine. Hommes et femmes sont vêtus de longs manteaux sur des vestes et des pantalons faits en coton épais et matelassé. Les enfants chantent en cœur et semblent s'amuser. De même pour les adolescents que je vois dans les rues de PEKIN et plus tard à SHANGHAÏ CHANG-CHOU, CANTON ou dans les villages. Ils sont souriants et paraissent heureux.

Dès mes premiers jours à PEKIN, je suis frappé par l'abondance du ravitaillement : vivres, vêtements, produits de consommation courante. Au cœur d'un hiver rigoureux, je vois des étalages de fruits frais : mandarines, oranges, bananes, pommes, poires. Je vois un choix de légumes verts et de salades comme il n'y en a guère en cette saison à Paris ou à Rome. Par rapport aux salaires, les prix de ces denrées sont très bas. Et dans les magasins d'alimentation, je n'ai jamais vu se former la moindre queue - spectacle familier à Moscou, à Prague, à Varsovie, été comme hiver.

Dans la plupart des agglomérations urbaines, les piétons se font rares dès neuf heures du soir. Pas de couples en promenade. Des cyclistes qui rentrent de leur travail dans les usines où, généralement, on fait les trois-huit.

Absolument pas de prostitution. Elle a été supprimée par les mesures draconiennes : envois des femmes aux travaux des champs, éloignement des villes pour de longues années.

A SHANGAI, seules les nombreuses usines travaillant 24 heures sur 24 provoquent des déplacements de foules, même la nuit : aciéries, industries légères, chantiers navals. Par voie de conséquence, les transports en commun : autobus et trolleybus, fonctionnent eux aussi jour et nuit. Pendant mes longues marches solitaires, je veux dire sans guide ni interprète, dans les grandes villes, je n'ai pas vu un seul accident, un seul échange d'injures, une seule brutalité (exemple : aux arrêts des autobus, ou aux grands magasins).

Dans les villes et sur les routes il y a peu de voitures particulières. Celles que l'on aperçoit de temps en temps sont des "taxis". En réalité, ce sont de vieilles voitures russes ou polonaises datant de vingt ans mais bien entretenues, réservées aux visiteurs étrangers. Il y a aussi des voitures officielles, très peu nombreuses, généralement conduites par des chauffeurs en tenue militaire.

Insuffisance du secteur des transports publics : camions, avions. Mais il ne faut pas comparer la Chine dans ces domaines aux pays industrialisés. Il faut comparer l'état des choses en 1972 à ce qui existait il y a 22 ans, à l'avènement du régime communiste. Dans cette perspective, un grand progrès a été accompli d'année en année comme dans tous les autres secteurs de l'activité économique, agricole et industriel.

Les grandes villes sont surpeuplée, malgré un grand effort de construction de cités ouvrières, d'écoles, d'hôpitaux. Les logements chinois ne ressemblent guère à ceux d'Europe. Les loyers sont infimes, presqu'inexistants. Comparé aux conditions de logement qui existaient (sauf pour une poignée de riches), avant la révolution, le progrès est immense.

J'ai constaté d'ailleurs que les paysans - dont le niveau de vie est généralement inférieur à celui des citadins - sont mieux logés et pour la plupart probablement mieux nourris que les citadins. En parlant d'habitation, il faut noter la véritable révolution de l'hygiène qui s'est produite depuis vingt ans. Les bains publics municipaux (et aux usines) sont fréquentés par tout le monde, à défaut courante dans toutes les maisons. Les toilettes publiques : je les ai trouvées d'une propreté totale.

- Le 10 février 1972 -

"La guerre avec qui ? Les sociaux-impérialistes.  
C'est la réponse donnée pour expliquer les réserves de guerre"

Visite d'une commune populaire près de PEKIN : HOUAN TOU KANG

Un premier entretien qui prélude toujours en CHINE à la visite des lieux pour se terminer par une discussion amicale, franche et ouverte, pendant laquelle on me demande chaque fois de bien vouloir "faire des critiques, car nous avons beaucoup de retard et d'insuffisance et nous sommes bien pauvres".

Les paysans chinois : ils forment aujourd'hui environ 80 % de la population de la Chine. MAO lui-même, d'origine paysane a fait (sa) révolution et continue à vouloir la faire, surtout avec l'aide et le travail des paysans. Ceux-ci le savent et en sont fiers.

"Avant la Libération (avènement au pouvoir des communistes), il y avait sur notre territoire des collines de sable dur et d'argile. Depuis, nous avons fait de grands efforts "comptant uniquement sur nos propres forces" (encore une citation de MAO que j'entendrai partout pendant un mois) pour défricher, irriguer les terres arides. Notre commune compte 7 600 familles, soit 34 000 habitants. Elle est divisée en onze brigades de production (villages). Nous produisons surtout des légumes : 200 différentes espèces en 1971. Également des céréales. Nous avons fait du reboisement pour nous protéger des vents du Nord et des tempêtes de poussière. Toutes les maisons ont l'électricité depuis 1968 et nous disposons maintenant de 600 pompes électriques pour l'eau potable et l'irrigation."

Faiblesse de la mécanisation, faiblesse des engrains chimiques

"On se sert surtout d'engrais d'animaux. Nous avons 45 000 porcs (un et demi par habitant) et en dehors de l'alimentation et des sous-produits qu'ils fournissent, ils sont essentiels pour nos cultures à ce point de vue".

"Selon le Président MAO, nous marchons sur deux jambes. C'est-à-dire que nous faisons de l'élevage collectif et les paysans s'occupent de leurs porcs personnels sur leurs lopins individuels".

ECOLE - SANTE : une commune de 14 000 habitants

Mme KIN me dit qu'il y a 11 000 enfants scolarisés (âgés de 6 à 16 ans) qui fréquentent les 16 écoles primaires et écoles secondaires de la commune. Elle me parle du centre sanitaire de la commune, avec pharmacies, plus de 200 "médecins aux pieds nus" (infirmiers) et des visites périodiques de docteurs venus des hôpitaux de Pékin.

Je visite une petite usine de réparation et d'entretien du matériel agricole. Le matériel a été fabriqué avec de vieilles pièces mécaniques et des rebuts. La main-d'œuvre se compose de 210 personnes, dont 80 jeunes femmes. Je visite également des serres où en plein mois de décembre poussent des concombres, des choux-fleurs et des tomates.

J'ai rapporté le récit d'une vieille paysanne dont l'époux travaille comme ouvrier à PEKIN :

"Je me suis mariée à l'âge de 15 ans, mon mari en avait 17. Nous n'avions rien à manger. J'ai dû mendier en ville. J'ai travaillé jour et nuit pour un riche propriétaire foncier : ma paye était une poignée de riz. Pendant les années de famine, nous mangions de l'herbe et des déchets d'amidon."

Maintenant, depuis que tous les paysans sont égaux, c'est la bonne vie. Nous avons six pièces. Nous mangeons abondamment, nous sommes chauffés, nourris, soignés, bien vêtus. Quant à ceux de mon âge, une fois qu'ils ont pris leur retraite, leur subsistance est assurée par la commune. Plus de soucis."

Il y a un progrès considérable d'année en année dont chacun profite en argent et en nature.

#### Le problème de la contraception

Mme KIN, vice-Présidente du comité révolutionnaire de la commune populaire déclare : "les femmes sont conseillées et éduquées à ce sujet. Elles reçoivent gratuitement des pilules. Les hommes peuvent se faire stériliser. Pour 60 % des femmes, nous avons des résultats positifs. Mais, il reste beaucoup à faire pour vaincre d'anciens préjugés, surtout le désir d'avoir des fils plutôt que des filles".

Voici le récit d'un paysan :

"Avant la Révolution, 70 % des terres appartenaient à de riches propriétaires et à des paysans aisés. Les paysans pauvres étaient forcés de vendre leurs filles ou d'aller mendier dans les rues avec leurs femmes et enfants. Il n'y avait même pas d'eau potable. Les paysans endettés étaient arrêtés et on leur confisquait leurs minuscules huttes et leurs lopins de terre.

Depuis la Révolution, tout a changé. Nous avons doublé la surface cultivable, construit neuf kilomètres de digues contre les inondations et huit stations d'irrigation. Nous avons quadruplé notre production. Nous produisons tant de riz que nous vendons nos surplus à l'Etat et avons constitué des réserves individuelles et collectives de riz et de légumes secs."

A propos de ces réserves énormes de riz et de légumes secs, il précise :

"pour le cas de calamités naturelles et surtout en cas de guerre avec les sociaux-impérialistes".

- 11 février 1972 -

"500 jeunes garçons et filles ont percé à la main une montagne pour amener l'eau"

HENAN

A LIN HSIEN, province de grâce à un travail gigantesque qui a duré dix ans, une région de 2 000 km<sup>2</sup> où l'on mourait de soif est devenue un grenier.

"Ici, nous avons toujours manqué d'eau avant la Révolution. Sécheresse, soif, famine, tel était le lot de nos parents. Après notre libération, les masses ont voulu, avant toute chose, de l'eau, beaucoup d'eau. Nous avons travaillé dix ans. Vous verrez les résultats.

Notre district a 2 000 km<sup>2</sup> dont moins d'un tiers de terres cultivables. Population : 700 000. Nos communes sont divisées en "487 brigades de production" (villages). Avant la construction du canal, le sol était couvert de pierres, et de rochers. La terre - très pauvre - donnait de maigres récoltes. Pendant et depuis l'achèvement du canal - je devrais dire des trois canaux principaux qui font au total 170 km des 269 canaux subsidiaires d'irrigation et de 135 tunnels d'une longueur totale de 24 km - notre production agricole et surtout le rendement par hectare ont augmenté de 250 % par rapport à 1949. Nous avons construit trente petites usines, dix-huit centrales électriques : la moitié de nos villages sont électrifiés.

- Le 10 février 1972 -

"La guerre avec qui ? Les sociaux-impérialistes.  
C'est la réponse donnée pour expliquer les réserves de guerre"

Visite d'une commune populaire près de PEKIN : HOUAN TOU KANG

Un premier entretien qui prélude toujours en CHINE à la visite des lieux pour se terminer par une discussion amicale, franche et ouverte, pendant laquelle on me demande chaque fois de bien vouloir "faire des critiques, car nous avons beaucoup de retard et d'insuffisance et nous sommes bien pauvres".

Les paysans chinois : ils forment aujourd'hui environ 80 % de la population de la Chine. MAO lui-même, d'origine paysane a fait (sa) révolution et continue à vouloir la faire, surtout avec l'aide et le travail des paysans. Ceux-ci le savent et en sont fiers.

"Avant la Libération (avènement au pouvoir des communistes), il y avait sur notre territoire des collines de sable dur et d'argile. Depuis, nous avons fait de grands efforts "comptant uniquement sur nos propres forces" (encore une citation de MAO que j'entendrai partout pendant un mois) pour défricher, irriguer les terres arides. Notre commune compte 7 600 familles, soit 34 000 habitants. Elle est divisée en onze brigades de production (villages). Nous produisons surtout des légumes : 200 différentes espèces en 1971. Également des céréales. Nous avons fait du reboisement pour nous protéger des vents du Nord et des tempêtes de poussière. Toutes les maisons ont l'électricité depuis 1968 et nous disposons maintenant de 600 pompes électriques pour l'eau potable et l'irrigation."

Faiblesse de la mécanisation, faiblesse des engrains chimiques

"On se sert surtout d'engrais d'animaux. Nous avons 45 000 porcs (un et demi par habitant) et en dehors de l'alimentation et des sous-produits qu'ils fournissent, ils sont essentiels pour nos cultures à ce point de vue".

"Selon le Président MAO, nous marchons sur deux jambes. C'est-à-dire que nous faisons de l'élevage collectif et les paysans s'occupent de leurs porcs personnels sur leurs lopins individuels".

ECOLE - SANTE : une commune de 14 000 habitants

Mme KIN me dit qu'il y a 11 000 enfants scolarisés (âgés de 6 à 16 ans) qui fréquentent les 16 écoles primaires et écoles secondaires de la commune. Elle me parle du centre sanitaire de la commune, avec pharmacies, plus de 200 "médecins aux pieds nus" (infirmiers) et des visites périodiques de docteurs venus des hôpitaux de Pékin.

Je visite une petite usine de réparation et d'entretien du matériel agricole. Le matériel a été fabriqué avec de vieilles pièces mécaniques et des rebuts. La main-d'œuvre se compose de 210 personnes, dont 80 jeunes femmes. Je visite également des serres où en plein mois de décembre poussent des concombres, des choux-fleurs et des tomates.

J'ai rapporté le récit d'une vieille paysanne dont l'époux travaille comme ouvrier à PEKIN :

"Je me suis mariée à l'âge de 15 ans, mon mari en avait 17. Nous n'avions rien à manger. J'ai dû mendier en ville. J'ai travaillé jour et nuit pour un riche propriétaire foncier : ma paye était une poignée de riz. Pendant les années de famine, nous mangions de l'herbe et des déchets d'amidon."

Maintenant, depuis que tous les paysans sont égaux, c'est la bonne vie. Nous avons six pièces. Nous mangeons abondamment, nous sommes chauffés, nourris, soignés, bien vêtus. Quant à ceux de mon âge, une fois qu'ils ont pris leur retraite, leur subsistance est assurée par la commune. Plus de soucis."

Il y a un progrès considérable d'année en année dont chacun profite en argent et en nature.

#### Le problème de la contraception

Mme KIN, vice-Présidente du comité révolutionnaire de la commune populaire déclare : "les femmes sont conseillées et éduquées à ce sujet. Elles reçoivent gratuitement des pillules. Les hommes peuvent se faire stériliser. Pour 60 % des femmes, nous avons des résultats positifs. Mais, il reste beaucoup à faire pour vaincre d'anciens préjugés, surtout le désir d'avoir des fils plutôt que des filles".

Voici le récit d'un paysan :

"Avant la Révolution, 70 % des terres appartenaient à de riches propriétaires et à des paysans aisés. Les paysans pauvres étaient forcés de vendre leurs filles ou d'aller mendier dans les rues avec leurs femmes et enfants. Il n'y avait même pas d'eau potable. Les paysans endettés étaient arrêtés et on leur confisquait leurs minuscules huttes et leurs lopins de terre.

Depuis la Révolution, tout a changé. Nous avons doublé la surface cultivable, construit neuf kilomètres de digues contre les inondations et huit stations d'irrigation. Nous avons quadruplé notre production. Nous produisons tant de riz que nous vendons nos surplus à l'Etat et avons constitué des réserves individuelles et collectives de riz et de légumes secs."

A propos de ces réserves énormes de riz et de légumes secs, il précise :

"pour le cas de calamités naturelles et surtout en cas de guerre avec les sociaux-impérialistes".

- 11 février 1972 -

"500 jeunes garçons et filles ont percé à la main une montagne pour amener l'eau"

HENAN

A LIN HSIEN, province de grâce à un travail gigantesque qui a duré dix ans, une région de 2 000 km<sup>2</sup> où l'on mourait de soif est devenue un grenier.

"Ici, nous avons toujours manqué d'eau avant la Révolution. Sécheresse, soif, famine, tel était le lot de nos parents. Après notre libération, les masses ont voulu, avant toute chose, de l'eau, beaucoup d'eau. Nous avons travaillé dix ans. Vous verrez les résultats.

Notre district a 2 000 km<sup>2</sup> dont moins d'un tiers de terres cultivables. Population : 700 000. Nos communes sont divisées en "487 brigades de production" (villages). Avant la construction du canal, le sol était couvert de pierres, et de rochers. La terre - très pauvre - donnait de maigres récoltes. Pendant et depuis l'achèvement du canal - je devrais dire des trois canaux principaux qui font au total 170 km des 269 canaux subsidiaires d'irrigation et de 135 tunnels d'une longueur totale de 24 km - notre production agricole et surtout le rendement par hectare ont augmenté de 250 % par rapport à 1949. Nous avons construit trente petites usines, dix-huit centrales électriques : la moitié de nos villages sont électrifiés.

*La construction des tunnels et canaux a duré dix ans (1959-1969). 35 000 personnes, hommes, femmes, adolescents, ont travaillé de leurs mains au principal canal. Environ 200 000 journées de travail (souvent bien plus que 8 heures) au total.*

*De l'autre côté du massif montagneux, nous avons dérivé un fleuve, le Chang-Chow. Et, pour amener ses eaux sur notre plateau, nous avons dû creuser des tunnels - surtout un, le principal - à travers des rochers de granit. Ce "Tunnel de la Jeunesse" a 660 m. de long, 5 m. de haut, et une largeur de 6,2 m.*

*Ce tunnel a été creusé entièrement à la main par plus de 500 jeunes gens, hommes, garçons et filles. Le travail a duré 17 mois. Au début, nous n'avions aucune expérience technique. Il fallait s'agripper aux flancs de la "méchante montagne" pour arriver sur le lieu du travail. On avait de la dynamite, des pelles et des pics en métal qui se brisaient souvent contre le granit. Au début, on avançait de 30 centimètres par jour. Puis, peu à peu, nous avons acquis du savoir-faire grâce à quelques ouvriers spécialisés venus pour nous conseiller. On creusa alors 2 mètres par jour. Les explosions, les chutes de pierres dans le tunnel ont tué deux jeunes gens, mes amis. Ils avaient 21 et 22 ans. Moi, j'en avais 16. J'ai tenu le coup et nous avons remporté la victoire sur la nature. Nous lisions souvent MAO qui dit que rien ne peut résister à l'effort collectif des masses."*

On trouve à Lin Hsien trois usines :

- une usine d'engrais chimiques disposant de machines modernes produisant suffisamment pour les besoins du district où les engrains naturels prédominent encore"
- une usine de fabrication et de réparation de matériel agricole (marteaux-piqueurs, batteuses, charrues perfectionnées)
- une usine qui produit des lampes électriques et des tubes de néon par des méthodes artisanales très ingénieuses, avec une majorité de jeunes filles paysannes.

#### Les riches sont rééduqués

Les riches paysans et propriétaires fonciers font partie, comme tous les autres de la brigade de production. Les dix anciens riches sont restés là, on les a rééduqués. Leurs enfants ont les mêmes droits que les autres jeunes gens. Ils militent dans les jeunes communistes.

Les rues sont bien balayées. Un haut parleur est branché sur la radio collective du village. Toutes les maisons sont électrifiées grâce à l'énergie fournie par le canal. J'en visite quelques unes d'assez spacieuses, propres et modestement meublées, (avec MAO sur tous les murs).

Il y a d'énormes réserves de maïs : 125 tonnes pour 1650 habitants.

Les paysans : ils travaillent et ils sont fiers de cette œuvre qu'ils ont accomplie eux-mêmes et qui a tant changé leurs conditions d'existence. Ils achètent beaucoup aux magasins bien fournis de LIN HSIEN.

## SANTE

Ce qui est à retenir en matière de santé, c'est l'éducation médicale des grandes masses urbaines et paysannes, la propagande de la médecine préventive, l'implantation de petits centres sanitaires dans les régions rurales les plus déshéritées. Bref, la généralisation voulue et poussée par le pouvoir des connaissances et cures prophylactiques élémentaires d'abord, puis, plus détaillée dans toute la population de cet immense pays.

### Visite de petits dispensaires et de centres sanitaires dans les villages

Pauvres d'aspect, avec très peu de meubles, 5 à 6 lits selon l'agglomération desservie, ces dispensaires sont pourtant très bien équipés pour faire face aux besoins urgents et guérir les "maladies simples". Ils sont pourvus de "médicaments occidentaux": vitamines, certains antibiotiques etc ... et aussi d'une variété croissante de "remèdes chinois" traditionnels ou nouvellement découverts. Ceux-ci sont souvent fabriqués sur place avec des plantes médicinales, desséchées ou fermentées dans des bocaux. Le personnel, peu nombreux, est en général composé d'un médecin diplômé (homme ou femme) résident ou en visite de quelques semaines au village. Les hôpitaux des grandes villes envoient d'ailleurs des équipes ambulantes de docteurs et d'infirmières qui, au cours de leurs tournées périodiques, "apprennent les besoins des masses paysannes et éduquent, dans des stages pratiques, les médecins aux pieds-nus".

Ces dispensaires traitent les grippes, les pneumonies, les fractures et blessures simples, les maladies cardiaques des vieux et les petits bobos des enfants. Bien entendu, les accouchements ont lieu également.

### Les médecins aux pieds-nus

Les médecins aux pieds-nus sont en réalité des infirmiers formés pendant leur service militaire ou à la campagne par les moyens du bord, c'est-à-dire, une fois de plus selon une citation de MAO "par la pratique quotidienne des besoins des masses". En 1971, il y avait près d'un million et demi de ces médecins disséminés dans le vaste pays, jusque dans ses régions les plus lointaines et les moins éduquées.

J'ai demandé à l'hôpital de PEKIN comment on les formait. Il m'a été répondu que pendant trois ou six mois ils acquièrent **leurs** connaissances pratiques dans les villages ou les unités militaires. Puis on les reçoit dans les hôpitaux pour leur perfectionnement et ils font ainsi la navette entre leurs communes et les établissements hospitaliers pendant deux ou trois ans. Les plus doués continuent parfois leurs études médicales : à PEKIN, un institut spécial a été créé à cet effet. Les autres sont instruits graduellement par l'expérience et les équipes ambulantes des hôpitaux (médecins et infirmiers diplômés) qui passent tous les ans trois à quatre mois en "mission d'enquêtes et d'études" dans les régions rurales. Et là, souvent, ce sont les "médecins aux pieds-nus" qui en apprennent aux docteurs-citadins: ils en savent plus sur les besoins, les maladies, les plantes médicinales de la région. Et ils sont presque aussi compétents en acuponcture. Ces jeunes gens et jeunes filles acquièrent leurs connaissances sur place tout en participant toujours aux travaux des champs et des petites usines rurales.

Les centres **d'hygiène** ruraux tiennent à jour des fiches sanitaires individuelles et familiales. Les dispensaires de villages informent leurs patients et les populations sous traitement tout en les soignant.

750 à 800 millions d'habitants jouissent de soins médicaux quasi-gratuits. C'est un progrès appréciable. Certes, il n'est sans doute pas de même partout, mais les autorités chinoises insistent et mettent l'effort principal sur l'hygiène de ces parties pauvres et isolées de leur pays.

visibles

Les principaux progrès de la médecine chinoise sont surtout/dans la disparition des épidémies et des maladies contagieuses, qui, avant la Révolution faisaient mourir des millions de chinois : la peste, la variole, le choléra, les maladies vénériennes, la rougeole, la poliomyélite, la diphtérie, grâce aux vaccinations gratuites et obligatoires. Là encore, par l'éducation permanente des masses. Pendant mon mois en Chine, dans le nord froid où les gens étaient chaudement vêtus, comme dans le sud au climat subtropical, je n'ai jamais senti une mauvaise odeur, je n'ai jamais vu une mouche ni un moustique. Pour ce pays qui, il y a un quart de siècle, avait la réputation d'être "malsain" c'est un incroyable progrès que personne ne peut nier, ni les Chinois, ni les étrangers qui ont connu ce pays autrefois.

- 15 février 1972 -

"Une école secondaire à PEKIN : on enseigne le français avec des citations (en français) de MAO"

Les enfants bénéficient de huit semaines de vacances par an dont trois d'entraînement militaire.

A propos des jeux d'enfants : parmi leurs danses, il y en avait qui étaient conçues sur des thèmes révolutionnaires ou militaires.

A PEKIN, je visite une école secondaire : 1 600 élèves âgés de 12 à 17 ans (moitié garçons, moitié filles). 120 enseignants parmi lesquels plusieurs dizaines de travailleurs d'usines et de paysans. Car - selon les nouveaux mots d'ordre du P.C. chinois - il faut que l'enseignement comprenne à la fois l'étude du chinois, les mathématiques, la physique, la chimie, l'histoire et la géographie, une langue étrangère, mais aussi la "pratique" des travaux agricoles et des techniques industrielles. Ajoutons que désormais la population - illétrée à 80 % avant la Révolution - est "alphabétisée" dans la même proportion. Les enfants à 100 %. A tous les cours, la tâche principale est de transformer les idées des élèves qui, avant la Révolution culturelle, étaient par la forme de leur enseignement, coupés des masses, de la production et n'acquéraient ici que des notions livresques.

Avant la Révolution culturelle, seules les bonnes notes comptaient. Maintenant, "tous nos cours sont inspirés par la pensée de MAO et les principes leninistes "marxistes" : l'éducation doit être au service du prolétariat en combinant les connaissances intellectuelles et le travail physique ou technique. Nos élèves se rendent dans les usines, les villages pour apprendre l'importance du travail manuel auprès des masses. Les paysans et les ouvriers viennent ici pour enseigner au même titre que les professeurs."

L'année scolaire est divisée comme suit :

- 32 semaines de cours proprement dit
- 4 semaines de pratique industrielle
- 4 semaines de travail agricole.

Dans un atelier de l'école, on apprend la menuiserie, on travaille au chalumeau. Produit final : des chaises dont on se servira dans les classes l'année prochaine. On travaille à la rédaction d'un manuel "expérimental" de littérature chinois. Il contiendra des écrits des ouvriers, des soldats, des paysans pauvres et aussi quelques textes "classiques" anciens.

A propos des jeux guerriers, de la préparation à la guerre des enfants

Je visite un atelier où les garçons fabriquent des maquettes de navires de guerre et d'avions de combat. Je vois au passage des "jeux" qui consistent à viser et à abattre des avions miniatures par de petits canons DCA électriques.

Questions posées aux enfants du comité de réception :

- Quelles sont vos lectures ?

Réponse : "des livres révolutionnaires."

- Est-ce que vous vous préparez à la guerre ou à la paix ?

Réponse d'une petite fille de 13 ans : "Nous aimons beaucoup la paix, mais dans le monde les réactionnaires veulent mettre leurs griffes sur notre pays; comme ils le font en Indochine. Nous sommes prêts à nous opposer à toute agression, mais notre but principal est la paix mondiale."

Un adulte intervient : "le peuple américain désire la paix, comme nous-mêmes, mais son gouvernement fait la guerre. Les peuples chinois et américain, peuvent lutter ensemble pour déjouer toute guerre d'agression de l'une ou des deux super-puissances (U.S.A. et U.R.S.S.)."

Je ne puis m'empêcher de penser qu'à Moscou, en 1950, on m'avait montré dans un établissement plus vaste, plus luxueux, des enfants jouant aux échecs ou fabriquant des maquettes de camions "pacifiques". On s'était bien gardé de m'indiquer que ces "pionniers" (nom des jeunes Soviétiques du même âge, organisés par le Parti) se livraient - hors de leur Palais - à des exercices militaires plusieurs fois par semaine. Ici, au moins, on a le mérite de la franchise.

- 16 février 1972 -

"Les femmes ne se maquillent plus, mais la coquetterie n'a pas complètement disparue"

Seules les actrices, danseuses et acrobates dy peuple achètent encore du rouge aux lèvres.

Ces femmes chinoises, travailleuses, souriantes, énergiques, comment vivent-elles ? Dans les villes, elles ont maintenant assumé le rôle qui leur a été assigné par le Parti. Dans les villages, elles travaillent et dirigent au côté des hommes, renversant les traditions millénaires, mais n'ayant pas encore toutes compris leurs droits et leurs devoirs nouveaux.

La douanière de l'aéroport de SHANGHAI, toute jeune dans sa tenue kaki, la première femme que j'aperçois en Chine, prend les décisions et commande à ses jeunes camarades-hommes, avec le sourire.

Dans les usines, dans les hôpitaux, à l'école, des enfants sourds-muets guéris, ce sont encore des femmes de 16 à 40 ans qui me reçoivent, m'expliquent, discutent avec moi, souvent en des termes plus catégoriques que les hommes.

La première "commune populaire" que je vois près de PEKIN m'est "présentée" par une jeune femme, belle et costaude, vice-présidente du comité révolutionnaire.

Sur le chantier naval de SHANGHAI, c'est une femme qui dirige la grue géante qui achève la construction d'un navire. Dans les fabriques, ce sont des femmes qui souvent sous mes yeux donnent des conseils ou consignes à leurs camarades de travail.

Vêtues comme des hommes, tunique, veste ou manteau matelassé, pantalon chaud, chaussures de velours ou bottes de caoutchouc, les femmes chinoises ne se maquillent plus ... Elles n'en ont pas pour autant abandonné une certaine coquetterie : des corsages multicolores, des écharpes cousues mains sur leurs propres machines à coudre.

Elles se sentent les égales des hommes. Autrefois traitées en esclaves, objets de plaisir, ou bêtes de somme, les femmes chinoises avaient vécu pendant deux millénaires et demi selon la règle rigide du philosophe Confucius: restez où vous êtes, et soumettez-vous aux décrets du ciel". Elles acceptaient passivement leur sort, faisaient des enfants en trop grand nombre, crevaient de faim et de maladie dans les classes pauvres et se soumettaient aux ordres de leurs maris dans les maisons plus aisées où plusieurs épouses cohabitaient avec les concubines et leur progéniture. Les paysans et ouvriers pauvres étaient obligés de vendre leurs filles comme servantes ou prostituées. J'ai parlé à des femmes sexagénaires qui m'ont raconté leur existence dans ces termes avant la Révolution de 1949.

Citation de MAO : "Il est de première importance d'entraîner en masse les femmes à participer aux activités productives avec le principe "à travail égal, salaire égal" et cela dans le plus bref délai".

Grâce aux crèches et aux jardins d'enfants (gratuits) les femmes peuvent participer au processus de production sans se faire de souci pour leurs enfants.

Dans toutes les usines que je visite, des femmes ingénieurs ou des travailleuses, font partie du comité de réception et sont généralement membres du comité révolutionnaire (dirigeant de l'entreprise). Dans les dispensaires de campagne, les médecins aux pieds-nus sont pour la plupart des jeunes filles d'origine paysanne. Dans les écoles, les femmes professeurs sont en majorité. L'armée enfin, j'ai vu de très nombreuses femmes dans les camions militaires. Il nous reste encore beaucoup de travail idéologique à faire m'ont dit dans les communes populaires (villages) les responsables politiques femmes et hommes.

Le spectacle du dur travail physique des femmes aux champs, sur les routes, dans le bâtiment, dans les usines métallurgiques commence par choquer le visiteur occidental. Puis, je m'y suis habitué en me disant d'une part qu'il en avait toujours été ainsi et surtout que désormais c'est la preuve vivante de cette égalité des sexes dont les femmes enfin récoltent les fruits. Avec la mécanisation en marche, dans les décennies à venir, le travail épaisant des êtres humains diminuera, puis disparaîtra. Actuellement, dans les usines, le travail de 8 heures par jour est de rigueur. Il y a un quart de siècle, on y peinait douze à quatorze heures pour des salaires de famine, avec un chômage massif et sans aucune considération hygiénique. Tout cela a déjà disparu.

- 17 février 1972 -

"L'université de PEKIN : 26 000 étudiants (12 000 avant la Révolution culturelle) et 2 800 enseignants.

Parmi les enseignants : 90 professeurs titulaires, un millier de maîtres-assistants et des "éducateurs ouvriers-paysans"

Les grandes réformes de l'éducation : changer les méthodes d'enseignement, le recrutement des étudiants (désormais tous "issus des masses laborieuses"), la durée des études pour créer "une science et une culture prolétariennes au service du peuple."



- 12 février 1972 -

"Ses doigts coupés, elle reprend son travail à l'usine . L'opération a duré 17 heures et il a fallu prélever des nerfs de ses jambes pour les transplanter dans sa main"

J'ai vu ce qui tenait pour moi du miracle : des centaines d'enfants nés sourds-muets et auxquels l'acuponcture a rendu l'ouïe et la parole.

Pendant dix ans, les médecins appelés en consultation dès la fondation (1958) de l'école dirent "incurables". Puis, en 1968, des équipes de "propagande" de la pensée de MAO ont fait leur entrée. Ces militaires et ces ouvriers avaient entendu parler d'une expérience d'acuponcture sur les sourds-muets. Ils disent :

"Nous sommes allés voir. Nous avons procédé à des expériences sur nous-mêmes, pendant deux mois. Certaines fois, nos joues gonflaient. Nous ressentions d'énormes chocs électriques. Nous savions qu'une aiguille trop enfoncee peut tuer. Et puis, nous avons trouvé la bonne formule.

Au début, la médecine officielle était très sceptique. Maintenant que nous avons réussi, les grands médecins des hôpitaux appliquent nos méthodes aux adultes. Ils ont admis leur erreur. MAO nous enseigne qu'il faut combiner la médecine chinoise et les méthodes occidentales. Dans ce cas, les seuls médicaments d'origine étrangère que nous utilisons sont des injections de vitamine B. 12. Quant à nous-mêmes, les responsables, deux seulement ont fait des études médicales six autres sont des infirmiers ou des soldats qui ont tout appris par la pratique".

#### L'hôpital de PEKIN

Les chambres sont composées de six lits. Elles sont simples, mais impeccables. Des journaux, des brochures, des transistors personnels sont à la disposition des malades.

C'est là que je vois pour la première fois des hommes et des femmes qui ont reçu des auto-greffes d'un doigt ou même d'une main entièrement sectionnée. On me donne les radios "avant et après". Je vois les cicatrices, j'assiste à la rééducation des membres opérés. Un jeune ouvrier s'est coupé - entièrement - les deux mains sur une scie circulaire. On les a regreffées, ressoudant les os, les vaisseaux sanguins, les nerfs et surtout les tendons. La circulation est normale, les mains font de légers mouvements : elles pourront travailler dans quelques mois.

Douze opérations sur treize réussissent, surtout grâce à l'esprit de sacrifice du personnel qui veut servir le peuple. La première opération remonte à 1963. Chacune de ces opérations est pratiquée sous anesthésie par acuponcture. Les malades conscients, sont souriants.

- 13-14 février 1972 -

Au cinéma : A SHANGHAI, au programme un film de propagande "Fils et filles héroïques" sur la guerre de Corée qui montre l'héroïsme et l'abnégation des troupes chinoises combattant les méchants américains. Prix : 1 F. Des bandes publicitaires sans image passent avant le film. Ce sont des mots d'ordre du Parti sur la contraception, la chasteté, le mariage après 27 et avoir deux enfants par couple.

V

. / .

"On a décidé en commun, ouvriers et techniciens, qu'il fallait réaliser des économies pour notre Etat et que nous serions peut être aussi capables que les pays industriellement avancés de fabriquer par nos propres efforts des pièces minuscules, d'une précision extrême. On a peiné, on a fait des erreurs pendant deux ans. Nous avons fait 15 300 expériences, résolu 68 problèmes ardus. Et maintenant, ça y est, nous y sommes arrivés."

Jusqu'en 1960, l'entreprise produisait des stylos-billes et des figurines de jade. Personne ne connaissait quoi que ce soit à la délicate fabrication des rubis de montres que la Chine importait jusqu'aux années 1960 de Suisse et du Japon.

"Nous avons trouvé et adapté à nos besoins plus de 500 techniques nouvelles".

La production de leur "petite usine" est passée de 15,5 millions de rubis en 1966 à 52 millions en 1970. Quant aux salaires mensuels, ils varient de 65 yuans (143 F.) à 120 yuans (264 F.) pour les "travailleurs vétérans" et les techniciens dont la quasi-totalité est formée sur place.

Une seule usine à SHANGHAI en fabrique 2 500 000 par an. D'autres en produisent dans la même ville ainsi qu'à PEKIN et à TIEN TSIN. Les besoins de la consommation intérieure augmentent d'année en année et c'est pourquoi me dit-on "la Chine n'exporte pas ses montres".

#### Un chantier naval moyen à SHANGHAI.

Avant la Révolution, on y réparait des petits bâteaux, mais on n'en construisait aucun. Que voulez-vous, me dit avec un grand sourire M. WA KAI ZONG, vice-président du comité révolutionnaire "autrefois nos capitalistes ne nous croyaient même pas capables de fabriquer des allumettes : on les importait de l'étranger".

6 000 ouvriers (dont 900 femmes) travaillent dans dix ateliers mécaniques sur une cale sèche et sont à la veille de livrer un navire cargo de 13 000 tonnes. Les cabines spacieuses et confortables de l'équipage - 46 hommes et femmes - ne sont guère différentes de celle du commandant. Le navire a été construit sur une vieille cale sèche qui pouvait à peine servir à réparer des bâteaux de 3 000 tonnes et que je vois toute rafistolée, rouillée, très ancienne. En juillet prochain, il y en aura un de 25 000 tonnes. Le navire est équipé de radars et d'un système de pilotage automatique entièrement produits en Chine. Il a une vitesse de croisière de 18,5 noeuds et peut aller sans escale du Canada au Chili.

Salaire moyen mensuel : 69 yuans (152 F.). Traitement le plus élevé : 160 yuans (342 F.). C'est celui du chef de toute la production, ancien directeur du chantier, maintenant réduit à la qualité de membre du comité révolutionnaire "après avoir reconnu ses erreurs et son manque d'audace pendant la révolution culturelle".

Sur six usines visitées (dont deux textiles), partout c'est le même progrès, les mêmes "inventions faites de nos propres forces", la même ingéniosité qui consiste encore trop souvent à remplacer les machines par un effort physique très dur.

Une des usines les plus avancées de machines-outils à SHANGHAI. Il y a là un "ouvrier technicien" âgé de 46 ans qui avait débuté il y a trente ans à cette même usine comme balayeur et qui a fini, après des cours du soir et des études scientifiques nocturnes, par devenir l'ingénieur en chef de cette vaste entreprise qui compte 6 000 travailleurs (dont 1 100 femmes) parmi lesquels 340 "techniciens" (on n'aime pas le terme "bourgeois" d'ingénieur en Chine aujourd'hui).

- 19 février 1972 -

"Deux pièces, gaz, électricité, eau courante, toilette à l'étage, 13 F. par mois ... Mais, nos hôtes vivent à cinq dans un logement à PEKIN"

C'est un ouvrier de l'usine textile n° 3 de PEKIN qui me parle ainsi en me recevant dans son logement de deux pièces de 15 m<sup>2</sup> chacune. Il a commencé à travailler à l'âge de neuf ans et demi dans le Nord-Est (ancienne Mandchourie). Âgé de 42 ans, il est maintenant réparateur de machines à l'usine toute proche. Il gagne 75 yuans (165 F.) par mois et sa femme qui travaille également ici a un salaire mensuel de 70 yuans. Ils ont trois enfants (8, 12, et 16 ans) qui vont aux écoles de la Cité ouvrière de l'usine. Pour un occidental, les deux pièces pourraient paraître modestes. Ecouteons parler mon hôte : "quand j'étais petit, notre famille de six personnes logeait dans une pièce plus petite que celle où nous sommes. Pas de meubles, douze à seize heures de travail par jour dans des conditions très mauvaises pour la santé, un salaire misérable. Maintenant, nous possédons tous des meubles (tables et chaises en bois, deux grands lits avec de jolis édredons), nous avons l'électricité, le gaz, l'eau courante et les toilettes à l'étage que nous partageons avec d'autres familles de camarades de l'usine. Notre loyer, tout compris est de 6,25 yuans (13 F.) par mois. Nous avons un vélo, une machine à coudre, ce beau réveil et un transistor. Avec nos deux salaires réunis, nous sommes tous bien vêtus, la nourriture est abondante et bon marché. On s'en tire avec 50 à 60 yuans (120 à 132 F.) par mois. Mais on pourrait dépenser un tiers de moins en mangeant à la cantine, seulement nous aimons la cuisine maison. Alors on dépense ça. Ce qui ne nous empêche pas d'avoir de l'argent à la caisse d'épargne."

#### Prix et salaires en CHINE -

Par rapport aux grandes villes, dans les communes populaires (villages) les prix sont inférieurs de 10 % environ. Elles sont bien approvisionnées, mais avec des assortiments moins variés. On peut en conclure en tous cas que les produits nécessaires à la vie quotidienne (vêtements, chaussures, bouteilles thermos indispensables pour ce thé chinois bouillant et non sucré que tout le pays boit du matin au soir au travail et chez soi, fournitures scolaires des enfants, etc ...) sont vendus à des prix très bas. Il en est de même pour l'alimentation, très diverse. La variété des légumes et des fruits frais en plein hiver rigoureux n'a cessé de m'étonner. Les articles de "demi-luxe" - montres, transistors - sont relativement chers. Les postes de télévision sont inabordables pour le commun des mortels et se trouvent seulement dans des "lieux collectifs de culture" : salles de réunion des usines, universités, palais des enfants, et aussi ... dans les hôtels réservés aux étrangers.

Ce qui me frappe aussi, ce sont les innombrables petites échoppes de réparation. On répare tout : les jouets d'enfants, les vêtements, les vélos, les postes de radio et l'on rapièce des couvertures en soie ou en coton avec un soin méticuleux. Ceux qui sont chargés de ces tâches sont payés par l'Etat (puisque tout est nationalisé en Chine) : ce sont en général d'anciens artisans ou petits commerçants qui "continuent dans leur spécialité d'autrefois.

Je note en passant que des "magasins de l'amitié" dont les employés parlent un peu d'anglais, sont installés spécialement pour les étrangers. Mais leur prix sont exactement les mêmes que ceux des points de vente chinois et nul ne demande jamais de devises étrangères pour vendre les articles rares et chers comme c'est le cas à Moscou ou à Varsovie.

./.  
XIII

Un magasin étonnant à SHANGHAI : "nous devons servir le peuple" disent les employés. En 1968, ils ont instauré l'ouverture en permanence. Il fallait servir la nuit les travailleurs des équipes de nuit aux usines, les paysans qui arrivaient de minuit à l'aube pour ravitailler SHANGHAI et les voyageurs qui débarquent des trains de nuit. On y trouve des plats à consommer sur place. On y installa un dispositif de dépannage à vélos et on pensa au dépannage des êtres humains : transports à l'hôpital, renseignements. On y trouve également une salle de lecture.

- 20-21 février 1972 -

"Renoncer à une vie aisée, ne pas mépriser la saleté du travail agricole, ne plus penser seulement à sa carrière"

Intellectuels et cadres du Parti apprennent ces nouvelles règles de vie en cassant des cailloux, en construisant des routes.

En ce qui concerne une de ces "écoles du 7 mai 1968" destinées à rééduquer les cadres du Parti et les intellectuels, sans être militairement gardée, elle me fait penser aux camps d'entraînement militaire de notre armée. On y trouve des baraquements alignés et à l'intérieur des "chambrées" dont les lits sont faits au "carré" et même des poèles de fonte.

"Nos élèves sont des cadres du Parti, des instituteurs et des employés du secteur commercial qui sont venus ici pour se retrouver dans le travail manuel et retrouver le contact avec les masses paysannes qu'ils avaient perdu. Ils restent ici de trois mois à deux ans et continuent à percevoir leur traitement pendant la durée de leurs travaux physiques et de leur rééducation idéologique.

Leur travail physique consiste à défricher les terres, à assécher les marécages, à élever des porcs et de la volaille (cela pour les "physiquement faibles") non seulement autour de l'école, mais surtout dans les "communes populaires" où ils apprennent tous les jours des leçons essentielles en travaillant avec les paysans pauvres.

Le travail idéologique : en été pendant la saison des récoltes, 3 h. et demi d'études politiques par jour. En hiver, 4 heures, c'est-à-dire la moitié de la journée de travail. Avec les études et discussions collectives du soir, cela fait en moyenne 6 heures par jour. Les élèves lisent et discutent les œuvres de MAO, MARX, ENGELS, LENINE et STALINE."

Un élève m'a raconté son expérience sous forme d'autocritique :

M. Fa-FanLing (52 ans) qui fut secrétaire du P.C. à Pékin-Ouest est un ancien combattant de l'armée rouge de MAO. Il s'était pris pour un grand dignitaire et il aimait qu'on l'appelle "secrétaire Ma". Maintenant, à l'école tout le monde l'appelle "le vieux Ma", il est cuisinier et il s'en réjouit, dit-il. Il est là depuis plus de deux ans et on a l'intention de le garder, car il est très utile comme expert à la gestion et désormais aussi dans le domaine de la production agricole.

- LES CONCLUSIONS DU JOURNALISTE DE FRANCE-SOIR -

De ce que j'ai vu, je conclus que sans doute au moins 760 millions de Chinois sont infiniment plus heureux sur le plan du bien être matériel, de la santé et de l'éducation qu'il y a vingt ans.

Autrefois, les famines, les épidémies, les inondations tuaient des dizaines de millions de Chinois sans que le monde extérieur s'en soucie beaucoup.

J'ai eu l'impression qu'en Chine, à la différence de l'U.R.S.S., on ne cherche pas à détruire physiquement et psychiquement les opposants ou les non-conformistes, on chercher à les récupérer.

La Chine de 1972 m'a laissé une impression de progrès durement acquis par tout un peuple immense. Mais, "la révolution n'est pas un dîner de gala" comme le dit MAO TSE TOUNG. La révolution, c'est un soulèvement, un acte de violence par lequel une classe en renverse une autre.

o o o